

DÉTOURS

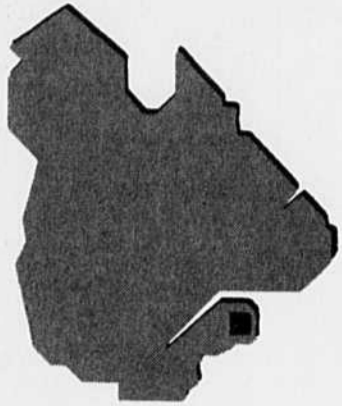


LE DEVOIR, LE MARDI 24 AOÛT 1993

L A G A S P É S I E



Annonces classées Page B2
Le Monde Page B3
Sports Page B6
Agenda Page B7
Culture B8



Sur la 132

Sur la route. C'est le cas de le dire: LA route. La 132, de Sainte-Flavie à Sainte-Flavie, 885 bornes de mer, puis de montagnes, puis de mer, puis de montagnes, avec mille villages en chemin. À couper le souffle. Les gens de «l'intérieur» désapprouveront, mais, quand on fait le tour de la Gaspésie en une semaine, la 132 c'est la Gaspésie. Difficile de ne pas comprendre pourquoi la colère régionale choisit souvent de s'exprimer par le barrage de cette route, seul lien avec le reste du Québec. Mais la semaine dernière, seuls des travaux de réfection ralentissaient de loin en loin la circulation. «N'oubliez pas que c'est une année d'élection», dit une dame de New Carlisle...

En entrant à Sainte-Anne-des-Monts, impossible de ne pas voir l'affiche: Bar Le Proletaire, tournez à gauche tout à l'heure. On y est allé. Pas de posters de Marx, ni même de bottines CSN, plutôt un lieu tout ce qu'il y a de sympathique avec la grosse à prix abordable. Renseignements pris, c'est le proprio de l'endroit qui, il y a 19 ans, a organisé un concours et choisi le nom, dit le serveur, «qui flashait le plus». Et c'a marché, avec l'envoyé du DEVOIR en tout cas...

Plus fier qu'un citoyen de Paspébiac? Vous pourrez toujours chercher, mais vous ne trouverez guère mieux que Léandre Deraiche, employé au site historique du Banc-de-Paspébiac. «Il y a Paspébiac et la Gaspésie», affirme-t-il tout de go, mentionnant que la ville est «plus populéuse que Gaspé, qui a été cherchée des banlieues un peu partout». À notre passage, Léandre s'offusquait encore de ce qu'une Montréalaise lui avait demandé «ou il avait pris son ling», pendant que sa collègue Christiane racontait qu'une équipe de télévision communautaire de la Rive-Sud s'était plainte de ce qu'il n'y a rien à voir en Gaspésie...

Beaucoup, beaucoup de touristes en Gaspésie cet été. Dévaluation du dollar aidant, plusieurs Québécois l'ont préférée aux plages du Maine ou d'ailleurs, note-t-on au kiosque touristique de Percé. Mais ce sont les Français qui se sont particulièrement fait remarquer par leur nombre. Et ça continue de promettre, puisque le tourisme d'automne semble fort prisé chez eux. Signe distinctif: le vocabulaire. Ils viennent au Canada, bien sûr, question d'aller aussi payer une visite aux Indiens...

En voyage accéléré, la radio permet un peu (oh, bien peu) de prendre le pouls local — et de faire des découvertes intéressantes. Ainsi cette initiative, entendue quelque part sur les rives du Saint-Laurent, de donner, vers midi moins quart, le menu détaillé des restaurants environnants, avec prix et desserts et tout. C'est pas bête, et ça donne faim. À quand une émission semblable à Montréal, qui commencerait vers sept heures et demie du matin et se terminerait à temps pour le souper?

Un pays fier et tricoté serré

La Gaspésie cherche encore sa voie malgré le baume d'une saison touristique exceptionnelle

JEAN DION
LE DEVOIR

On croirait entendre un vieux disque, usé à tel point que l'aiguille fait jouer l'autre côté. Dans un Québec malade de ses régions, particulièrement les plus excentriques, l'espoir évanescence d'une reprise en main se bute chaque jour à la résignation et à la constatation de l'énormité du chemin à parcourir.

Si cela est une règle, la Gaspésie n'en est certes pas l'exception. Joyau touristique du Québec, pays de rêve — du moins en été —, la région et ses 110 000 habitants continuent de se débattre en plein marasme, confrontés à l'exil de sa jeunesse la plus apte et désespérément éloignés des officines gouvernementales où, pour une bonne part, leur sort se joue.

«Je crois toujours au développement de ma région, mais il va falloir que le monde se tienne debout et s'entraide.»

Pourtant, ce n'est pas que le «cas» ait été relégué aux oubliettes. Depuis l'aube de la Révolution tranquille, le patient, de bureau d'aménagement en programme de développement rural et en office de développement, a été ausculté sous tous les pores.

Mais tous les nobles principes qui y furent énoncés semblent être restés lettre morte. Pour s'en convaincre, une visite au musée de la Gaspésie, à Gaspé, suffit: au milieu d'une exposition sur l'histoire de la région trônent les dix volumes de l'ambitieux rapport du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec, déposés en 1963. Des volumes «destinés à demeurer sur une tablette»,

peut-on lire.

Résultat, trente années d'«orientations» et autres «consultations» plus tard: le taux de chômage officiel de la région s'élevait à 21,3% au cours des trois derniers mois, pratiquement le double de la moyenne nationale. Le taux d'activité sur le territoire atteignait 52,1%, le plus bas de toutes les régions canadiennes. Avec un taux de chômage désaisonnalisé de 19,8%, la grande région Bas-Saint-Laurent/Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine demeure abonnée à la fameuse «loterie 10/42», qui permet à ses résidents de recevoir des prestations d'assurance-chômage après seulement 10 semaines d'emploi assurables.

Il y a quelques jours, une nouvelle étude, effectuée auprès du milieu par trois professeurs de l'Université du Québec à Rimouski, traçait un portrait de la situation dans l'Est du Québec. Fait révélateur, alors que la case «forces» reste vide, celle des «faiblesses» fait part que «nos régions vivent présentement un conflit entre des valeurs traditionnelles basées sur la paroisse, la famille, le travail et la cohésion sociale, et des valeurs émergentes qui favorisent l'initiative personnelle et l'efficacité».

De plus, note le rapport, bien que «l'Etat-providence ait engendré le pessimisme et la passivité dans la population», «les gens de nos régions attendent toujours que les solutions à leurs problèmes proviennent de l'extérieur».

Or, c'est précisément là que le bât blesse, soutient Charles-Edmond Landry, directeur général de l'Union des producteurs agricoles (UPA) pour la région de la Gaspésie. «Je crois toujours au développement de ma région, que les jeunes peuvent avoir une vie ici. Mais il va falloir que le monde se tienne debout et s'entraide», prévient-il.

L'inévitable restructuration

Concertation, le mot est lancé. Les gens du coin n'ont d'ailleurs pas attendu que le grand frère de Québec ou d'Ottawa vienne, encore une fois, à la rescousse. En mai 1991, le Ralliement gaspésien et madelinot, sorte d'états généraux de l'économie régionale, jetait les bases d'un «mouvement populaire» voué à «nous donner du pouvoir et des responsabilités en ce qui concerne le dévelop-

pement de notre région».

Le Ralliement a d'ailleurs déjà commencé de donner des résultats concrets, dit M. Landry. Seulement dans le secteur agricole, largement sous-exploité — on compte 500 producteurs agricoles en Gaspésie, alors qu'il y aurait place pour au moins 2000 —, des initiatives ont été prises, notamment par des jeunes. Et on travaille résolument à doter la région d'infrastructures de transformation, pour le lait, les oeufs, les légumes et petits fruits, qui feraient en sorte que cesse le cycle infernal d'exportation des matières premières et d'importation de produits à valeur ajoutée.

Un cycle un peu aberrant qui amène, par exemple, un restaurant de Percé à offrir sur ses tables du beurre fabriqué à... Longueuil. Et qui est illustré par le chiffre de 8% d'autosuffisance alimentaire de la région.

Mais l'agriculture n'est que l'un des éléments de la restructuration qui doit avoir lieu si la Gaspésie veut éviter de s'enliser encore davantage dans les affres du chômage et du dépeuplement. Il y a l'industrie forestière, elle aussi faisant face à une nécessaire conversion de ses activités pour se sortir du piège de la guerre des prix que connaît le secteur des pâtes et papiers. Et il y a la mine, celle de cuivre à Murdochville, dont le gisement achève sa vie utile (encore sept ans) et qui devra se tourner vers les importations et les activités de transformation.

Le leurre de la pêche

Mais au premier rang des préoccupations, on retrouve l'épine dorsale de l'économie régionale: la pêche, un secteur maintenant «complètement détruit», dit Édith Thibault, agente de développement rural au Conseil économique des Berges, qui couvre le secteur nord de la Gaspésie, sur le Saint-Laurent.

Tellement confus, en fait, ce qui se passe du côté des pêcheries qu'«on ne sait plus où donner de la tête», confie Laurent Normand, pêcheur et propriétaire d'une usine de transformation du poisson à Mont-Louis. S'il convient que les pêcheurs eux-mêmes doivent accepter de «changer leurs mentalités», M. Normand pointe cependant le doigt sur les autorités gouvernementales fédérales comme source du problème: «On nous a leurrés.»

Le problème, répété à l'envi à droite et à gauche, serait qu'il n'y a plus de poisson dans les eaux gaspésiennes. Plus de morue, en réalité. La solution consisterait donc à diversifier les activités de pêche, notamment en les orientant vers d'autres espèces de fonds, pour lesquelles de nouveaux marchés restent à développer. D'où le changement des «mentalités».

Mais «on nous dit de prendre autre chose, et on ne nous donne pas de permis pour le faire», souligne Laurent Normand. La réalité, c'est qu'il n'y a pas de politique de pêche cohérente, sinon de développement à courte vue. Le gouvernement doit saisir l'occasion de la crise actuelle pour mieux réglementer le secteur.

Cette meilleure réglementation passerait entre autres par une révision des normes de pêche non commerciale. M. Normand évoque des semaines entières où ses bateaux sont cloués à quai par des ordonnances gouvernementales de fermeture des eaux dans la région du golfe Saint-Laurent. «Et pendant ce temps, des particuliers débarquent ici avec des frigidaires qu'ils remplissent de poissons, souvent trop petits. Eux, ils ont le droit. Et ça se passe devant nous.»

«Il faut gérer la pêche comme on gère les autres ressources naturelles. On ne peut pas chasser n'importe quoi n'importe où. Pourquoi est-ce différent pour nous? Et il faut comprendre une fois pour toutes que, dans le domaine de la pêche, il y a de la place pour le monde, mais pas pour tout le monde.»

Tous les espoirs ne sont quand même pas perdus. M. Normand se rappelle l'année 1962, où une pénurie de morue avait frappé la région. «On a agi en conséquence, et le poisson est revenu.

Mais il faudrait éviter que cela se reproduise.»

En attendant, la Gaspésie, fière et tricotée serrée malgré le dispersément de sa population, continue de chercher sa voie. Une année touristique exceptionnelle, selon toutes les personnes que nous avons rencontrées, stimulée par le beau temps et la tenue des Jeux du Québec à Gaspé, début août, a permis de mettre un peu de baume sur les plaies. Mais les perspectives restent sombres malgré l'optimisme réaliste affiché par les gens du milieu.

Gilbert Scantland, directeur du Centre régional de développement de la Gaspésie, résume la situation en évoquant le rapport Picotte sur le développement régional; un rapport, estime-t-il, qui donne aux régions les outils pour prendre leur avenir en main. «Il y a des moyens, mais si on ne prend pas le train qui passe...»

Ou, comme le disait, il y a de cela plusieurs décennies, le premier évêque de Gaspé, Mgr François-Xavier Ross: «Gaspésiens, mêlons-nous de nos affaires. Mais mêlons-nous-en.»

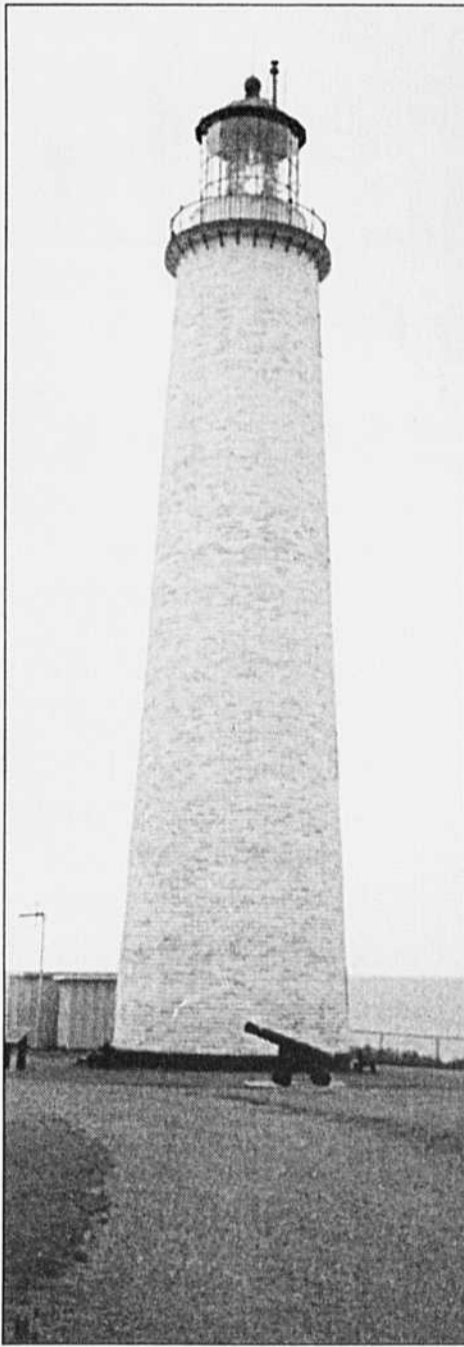


Photo du haut: le phare du Cap-des-Rosiers, à l'extrémité nord-est de la péninsule gaspésienne, dans le parc Forillon. Ci-dessus: un petit chalutier de pêche à la morue rentrant au port de Newport, dans le golfe Saint-Laurent.

Un combat pour l'histoire

Un tour de la Gaspésie ne peut être qu'un voyage chargé d'histoire. Ou que le passant s'arrête, il est constamment rappelé à la vie de ces fils et filles qui ont, à la dure, habité cette terre (des milliers d'années dans le cas des Micmacs), l'ont défrichée, en ont exploité les ressources.

Les noms des villages, des Méchins à Marsoui, de Pabos à Nouvelle en passant par Paspébiac, sont évocateurs. Même aujourd'hui, les multiples et savoureux accents locaux, lointains descendants des Acadiens, Irlandais, Écossais, Jersiais, Basques et Anglais qui aboutirent jadis en Gaspésie, témoignent de ce que ce «peuple de la mer» est resté, malgré son appartenance régionale, soucieux de son héritage local.

Se surprendra-t-on, dès lors, d'apprendre que les archives publiques de la Gaspésie sont conservées à... Rimouski?

C'est pourtant le cas. Et si les Gaspésiens qui s'intéressent à la chose ne la voient pas d'un très bon oeil, des efforts sont faits pour remédier à la situation, explique Jean-Marie Fallu, directeur général du musée de la Gaspésie, à Gaspé.

Le problème, c'est qu'au moment où le gouvernement du Québec crée son réseau d'archives nationales, dans les années 70, la Gaspésie n'existait pas en tant que région au sens administratif. Faisant corps avec le Bas-Saint-Laurent, elle ne put donc voir son principal centre, Gaspé, recevoir le titre de «capitale régionale».

Les Gaspésiens préoccupés d'histoire ont cependant, de longue date, mené leur propre combat. La Société d'histoire de la Gaspésie (SHG), créée en 1962, a dès sa fondation reçu mandat de «colliger et conserver tous les ouvrages, documents, objets, souvenirs pouvant servir à l'histoire» de la région.

«Ils ne voulaient pas voir partir tous les documents qui touchent la région», dit M. Fallu. Les travaux poursuivis par la Société devaient notamment donner lieu à l'ouverture du musée, en 1977.

Depuis, la SHG et la Fondation qu'elle a mise sur pied — détentrice, entre autres, des droits d'auteur de l'ancien ministre Bona Arsenault — s'attachent à constituer le plus vaste recueil d'archives privées. Mais bien qu'une entente relative à ces documents soit survenue avec Québec en 1982, le transfert des archives publiques pose toujours problème. Au point que la SHG a approché des firmes de lobbyistes.

Car les obstacles, estime M. Fallu, semblent être politiques. «Les niveaux administratif et politique se renvoient la balle. En fait, Québec et les ministères — qui possèdent aussi des archives — craignent de créer un précédent» en refilant à un organisme non public des archives qui, parfois, peuvent contenir des documents confidentiels récents — des dossiers médicaux, par exemple.

La question des archives n'est d'ailleurs que l'un des exemples de «confusion» existant autour de la délimitation de la Gaspésie. Ainsi la région touristique diffère de la région administrative. Et alors que la véritable capitale touristique de la région est Percé, c'est à Sainte-Flavie, porte d'entrée terrestre du territoire située près de Rimouski, que se trouvent les quartiers généraux de l'Association touristique régionale.

Pour la Gaspésie, cette situation est source de pertes. En termes d'emplois et d'octroi de contrats, par exemple, ce sont bien des dollars qui sortent de la région et ont tendance à s'en aller dans le Bas-du-Fleuve, note M. Fallu.

J. D.

LES ANNONCES CLASSÉES

**DU LUNDI AU VENDREDI
DE 8H30 À 16H00**

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14 h 30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: **985-3344**
Télécopieur: **985-3340**

Pour placer votre annonce par la poste:
C.P. 6033, succ. Place d'Armes
Montréal H2Y 3S6

**I • N • D • E • X
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES**

- 100 • 199** IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
100 • 150 Achat-vente-échange
160 • 199 Location
- 200 • 299** IMMOBILIER COMMERCIAL
200 • 250 Achat-vente-échange
251 • 299 Location
- 300 • 399** MARCHANDISES
- 400 • 499** OFFRES D'EMPLOI
- 500 • 599** PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
- 600 • 699** VÉHICULES

165

PROPRIÉTÉS À LOUER

OUTREMONT PRES LAURIER, 2 logements rénovés, 2 niveaux ch., 3-4 chambres, poss. bureau, 1500\$-2400\$. Meublés ou non. Coach house disp. 276-9632

175

MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

ILE D'ORLÉANS, St-Jean, bord de l'eau, québécoise, 2 c.c., foyer, semaine (+) jusqu'à mi-oct. 418-829-1256

ST-SAUVEUR, belle maison 1990, superbe vue sur montagne, foyer & combustion lente, 3 min. du Mt-Habitant, venez-y passer vos vacances. 227-9549.

186

MAISONS DE REPOS, RETRAITE

ROSEMONT FOYER D'ACCUEIL Personnes âgées autonomes, semi-autonomes, ch. privées. 603\$-727-8345.

192

ON DEMANDE À LOUER

SANS AGENCIE, famille française en séjour professionnel, recherche quartier résidentiel proche Mont-Royal, grand condo ou petite maison meublée, en location, 1er sept. à fin 93, possibilité échange avec maison région Paris. Tél.: 874-9090, chambre 907 - messagerie.

318

MOBILIER DE BUREAU ET ACC.

AMEUBLEMENT complet de bureau neuf et usagé. 636-6898. Les Aménagements F.B. Inc.

322

APPAREILS ÉLECTRO-MÉNAGERS

CUISINIÈRE électrique, Frigidaire, 1990, haut de gamme, comme neuve. 1990 conventionnel et à convection, auto-nettoyant de fonte, micro-ordinateur incorporé. À servir 18 mois. À voir. Valeur 1,200\$, prix net 500\$. 948-1475 ou 273-5607.

390

DIVERS

PRETONS cassette vidéo, cours danse sociale, ligne, mixte. 523-1010.

575

DÉMÉNAGEMENT

GILLES JODOIN TRANSPORT INC Déménagements de tous genres. Spécialité: Appareils électriques Assurance complète. 253-4374.

695

AUTOMOBILES

ACADIAN 86, 5 vitesses, très bonne condition, 1 100\$. Roger Gagné Autos @7C-527-0725

BUICK Somerset 85, automatique, bonne condition, 1 900\$. Roger Gagné Autos @7C-527-0725

DÉCÈS

PRÉVOST (Pierre)

À Montréal, le 20 août 1993, à l'âge de 70 ans, est décédé Pierre Prévost, journaliste, relationniste et traducteur. Natif de Saint-Jérôme, fils de feu Jules-Edouard Prévost et de feu Hermine Smith, il laisse dans le deuil son épouse Margaret Ruth Hart, ses fils Jean et Charles et leurs épouses Michèle et Marion, ses petits-enfants Maxime et Adèle-Élise, ses frères Paul, Eugène et André, sa sœur Thérèse, ses belles-sœurs Yvonne, Mimi, Lise, Claire et Jacqueline, son beau-frère Henri, ainsi que ses tantes, neveux et nièces.

Il y aura une brève cérémonie au cimetière de Saint-Jérôme, suivie d'une messe commémorative. Parents et amis sont priés de se rendre à la cathédrale de Saint-Jérôme, samedi le 28 août 1993 à 10 heures, sans autre invitation.

DÉCÈS

Sœur GEORGETTE MICHAUD C.N.D

À Montréal, le 23 août 1993 à l'âge de 75 ans, 3 mois, est décédée

Sœur Georgette Michaud, S.S. Emma-des-Anges, native de St-Denis, Montréal.

Sœur Georgette Michaud a fait profession à la Congrégation de Notre-Dame de Montréal en 1938. Elle laisse dans le deuil outre sa famille religieuse: sa sœur: Mme Jeannine Pelletier (feu Jacques), Montréal, ses neveux et nièces: Denis Pelletier (Brenda Pilon), Laval, Gilles Pelletier (Thérèse Bernier), Brossard, Jean-Pierre Pelletier, Jacqueline Pelletier, de Longueuil, Monique Michaud (André Sévigny), St-Léonard, plusieurs petits-neveux et petites-nièces, cousins et cousines et de nombreux amis (es).

Exposée à la maison mère mardi, le 23 août de 15h à 21h. Les funérailles auront lieu le 25 août à 14h00 en la chapelle de la maison mère, 4873, avenue Westmount.

L'inhumation se fera au cimetière de la Côte-des-Neiges. Direction Alfred Dallaire Inc.

DONNEZ-MOI DES AILES



SOCIÉTÉ POUR LES ENFANTS HANDICAPÉS DU QUÉBEC

2300 ouest, boul. René-Lévesque, Montréal (Québec) H3H 2R5. Tél.: (514) 937-6171

ENCADREZ votre ANNONCE CLASSÉE 985-3344



LAURETTE DOUCET-DESJARLAIS

À Montréal, le 23 août 1993 est décédée, à l'âge de 85 ans et 9 mois, Laurette Doucet-Desjarlais, fille de Louis-Joseph Doucet (écrivain) et de Yvonne Yon (généalogiste), épouse de feu Robert Desjarlais (maître d'armes); mère de Mireille (Ron Heyneman), Lorraine (Gernot Nebel) et France (Gil Tocco); grand-mère de Constance Nebel et de Sophie Desjarlais-Tocco, arrière-grand-mère de Francis Desjarlais-L'Archevêque.

Elle laisse également sa sœur Angeline, son beau-frère Armand Nadeau et plusieurs neveux et nièces: François-Pierre, Isabelle et Laurent Nadeau, Bernard Desjarlais (Madeleine), Claude et Jean-Jacques Jasmin (Gaétane), des petits-neveux et petites-nièces dont Mathieu Forget et Gabriel Nadeau ainsi que d'autres parents qu'elle aimait à Montréal, Lanorée, à Sorel et à St-David d'Yamaska. Elle quitte aussi des amis de tout âge et de tant de pays.

Laurette Desjarlais fut une ardente patriote québécoise.

Elle sera exposée au Salon Urgel Bourgie, 3860 boulevard Décarie (angle Notre-Dame-de-Grâce) les 24 et 25 août de 14 heures à 22 heures. Le service aura lieu en face à l'église Notre-Dame-de-Grâce, le 26 août à 12 heures (midi).

Suivra l'inhumation, à Montréal, au cimetière Côte-des-Neiges. «Et tout redevient silence.»

Signer sa carte de don d'organes...

c'est pour la vie.

LA FONDATION DIANE HÉBERT (514) 965-0333

101 PROPRIÉTÉS À VENDRE

ORDRE DE L'EAU, Chomedey, offre exceptionnelle, maison de ville très luxueuse, avec Cruiser 25 pi. condition A-1. 238 000\$. 682-5292

OUTREMONT, Vendrais/échangeais propriété (duplex et pierre) pour maison de campagne ou condo. 270-6676.

103 CONDOMINIUMS CO-PROPRIÉTÉS

ILE DES SOEURS, Verrières VI, Luyoueu 1,530 p.c. vue ville, fleuve, 2 c.c., 2 s/b, 5 électro. (416) 255-1875. (514) 241-5885

OUTREMONT, 1,400 p.c., 3 cc. ou bureau, foyer, terrasses, 3e étage, tout rénové. 197,500\$. 274-2686

OUTREMONT Bloomfield, 7 1/2, 1 340 p.c., ensolleillé, bois franc, à partir de 110 000\$. 256-2222, 286-4342.

PRES HOPITAL MAISONNEUVE-ROSEMONT Condominium de prestige, tour du Méridien, 6ième étage, vue dégagée et superba sur ville et boisé protégé, lumière. Intérieur 1 500 pi.ca. plus terrasse près de 400 pi.ca., 2 s/bains, 2 garages intérieurs. Tous services incluant saunas, piscines intérieure et extérieure, bain turc, sauna, salle d'exercices. Construction de qualité, concierge résident, copropriétaires responsables, sécurité, confort, proximité de toutes artères. Libre immédiatement. Prix: 210 000 \$ sur rendez-vous. Jour: 987-3838, soir: 388-2704

105 PROPRIÉTÉS À REVENUS

HUNTSIC, 35 unités, rev. 148 000\$, prix 860 000\$, balance de vente. 661-5390, 975-0646.

115 EXTÉRIEUR DE MONTRÉAL

ORNDINE, cté. Portneuf, B & B près station prestige. Jolie maison québécoise (1829), 6 c.c., 3 s/b, grand terrain sur rivière, meublée. 88 000\$. (418) 286-1159, matin.

121 CANTONS DE L'EST

A BEDFORD Ancestrale, rénovée, décorée, meublée, idéal pour B & B, 5 c.c., grand terrain. 477-2262, 248-7126.

LAC BROME MANOIR INVERNESS, Élegante copropriété de style loyaliste, dans rare ensemble riverain. 1 100 pi.ca., plus terrasse, 2 c.c., 1 s/bains, 5 appareils ménagers, foyer, grands rangements. Tous services incluant 2 piscines, marina, tennis, entretien extérieur. Copropriétaires soigneux, confort, sécurité, tranquillité. A moins de 30 minutes de 6 centres de ski, golf en développement en annexe. Loisirs 4 saisons. Libre immédiatement. Prix: 125 000 \$ Sur rendez-vous. Jour: 987-3838, soir: 388-2704.

MANSONVILLE Bord rivière, emplacement enchanteur. Planchers bois. Prix très abordable! C. FELBER, 1-538-4000.

IMM. DYNAMIQUES CRTR

ORFORD - 60 000\$ Salon, foyer, 2 c.c., mezzanine, meuble. Accès piscine, tennis, ski, golf. 514-271-5853.

SUTTON, Maison centenaire, captivante, 4 c.c., solarium, grange, terrain, 74 500\$. CAROL MELANSON, Imm. Dynamiques 538-8230.

125 HORS-FRONTIÈRES

DOUCE FRANCE RÉGION DE LA LOIRE (TOURS) Magnifique château XVIIIème siècle Rénové, dans parc de 14 hectares. Idéal pour repos ou super relations publiques. Int.: Renedel. 514-932-1630

135 TERRAINS

MAGNIFIQUES TERRAINS Bord de l'eau (lac Waterloo), sortie 88, à un km autoroute 10. (514)539-4215.

MONT-TREMBLANT Voisin des pentes de ski. Accès au lac. (514)843-4111.

TERRAIN résidentiel, 8 000 pi.ca., prêt à construire, Mont St-Hilaire. (514)446-5228.

160 APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER

3 1/2 AV. MORGAN, bois franc, rénové, entr. lav/séch., 350\$ 848-9770 de 9h à 17h. 937-6996 soir.

A L'OMBRE DE L'ORATOIRE, appartements Rock Hill, Grand 4 1/2 à sous-louer, 18 mois, 1er oct., 850\$, avec stationnement int. 739-5478.

ADORABLE SEMI-LOFT 500 pi.ca. métro J-Talton, décloisonné, repart, impeccable. Sur piste cyclable. 490\$ 271-9665.

BERNARD-ST-URBAIN, 2 beaux et spacieux 7 1/2, 750\$ et 675\$. Frais peint, ensolleillés. 849-1335.

C.D.N., 1 1/2 à 5 1/2, bien situés, près hôpital Ste-Justine, U de M, beaux et propres, buanderie, intercom. 737-9300.

C.D.N., Fendall, près U de M, 6 1/2, bas duplex, repart, chauffé, poêle/frigo, cuis. rén., jardin. 1er sept. 935\$ 737-4848.

C.D.N., près U de M, imm. rénové, 3 1/2 360\$ et +, 4 1/2 460\$ et +, juli, août, sept., chauffé, équipé, calme, propre, piscine.

MÉTRO JOLIETTE, 5 1/2, très propre, laveuse, sècheuse, stationnement. 560\$. Mme Cloutier. 254-4635.

N.D.G., 6 1/2, près Monkland et métro Villa-Maria, bas duplex, accès à la cour. 482-9184.

N.D.G., Près Monkland et métro Villa Maria, 4 1/2, 5 1/2, chauffé, eau chaude, frais peint. 486-5700, 596-0299.

OUTREMONT, 5 1/2, 2 c.c., Bernard Wiseman et Ed-Monpetit/Stirling, équipés, chauffés, stat. libes. 271-4168

OUTREMONT, 50 Willowdale, 2 1/2, 3 1/2, 4 1/2, ascenseurs, chauffé. 849-7061

OUTREMONT, 50 Willowdale, 2 1/2, 3 1/2, 4 1/2, ascenseurs, chauffé. 849-7061

OUTREMONT, face au Mont-Royal, 33 ch. Côte Ste-Catherine, 2 1/2, 3 1/2, 4 1/2, chauffés, gym., "sun deck", 277-5873.

160 APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER

OUTREMONT, rue Laurier, face église St-Viateur, 5 1/2 et 6 1/2, 1150\$ et 1250\$/mois, caractère européen, planchers chêne, rénovés, 1500 pi.ca. 733-1228.

OUTREMONT, superbe duplex, à compter du 1er sept. Vaste, calme et lumineux, une entrée spacieuse, un grand living, 4 c.c., 1 bureau, 1 grande cuisine donnant sur terrasse, 2 s/bain, garage et buanderie. Proche du Collège Stanislas. 495-9013.

PIE IX, près CEGEP Maisonneuve, 3 1/2, chauffé, eau chaude, tranquille. 591-9939 ou 256-0396.

PIERREFONDS - LE LALANDE 1 1/2, 2 1/2, 3 1/2, 4 1/2. Immeuble béton, piscine ext., tapis mimus, poêle/frigo. 421-3528.

PRES CENTRE-VILLE 1 MOIS GRATUIT Beaux logements: 4 1/2 -440\$, 5 1/2 -460\$, stat. ext. gratuit. Près métro. 939-3826, 937-6215

QUÉBEC APPART. 3 1/2, 4 1/2 (chauffés, eau chaude). Piscine intérieure, bain-sauna, planchers bois franc, balcon, stat. Face à un parc, très ensolleillés.

3480 rue Mc Cartney 418-650-2421 418-692-0557

ROSEMONT, r.d.c., 5 2 ou 3 c à c., calme et propre, cour, jardin. 392-8882, 593-4701.

SPÉCIAL! 2 ou 3 étudiant(e)s. Petit foyer (630\$/mois). 7 1/2 à l'angle de 2 routes d'autobus. 722-6998 (laisser mess.)

ST-LÉONARD, Sous-loc. Beau grand 5 1/2, tout meublé, 650\$. Paisible, parc, près Bélanger, disponible imm. 251-2776.

VILLE ST-LAURENT, Thompson 3 1/2 - 4 1/2, équipés, chauffés, près services. 333-1402.

164 CONDOMINIUMS À LOUER

MÉTRO Place des Arts, 5 1/2, stat. int., a.c., 2 ch. à coucher, poss. bureau. 843-5086.

INVESTISSEZ DANS VOTRE JOURNAL

LE DEVOIR

PROPOSE À SES LECTEURS ET AMIS DE S'ASSOCIER À SON RENOUVELLEMENT

POURQUOI ?
POUR COMPLÉTER LE NOUVEAU CAPITAL DU DEVOIR QUI A SERVI À:

- ♦ repenser le contenu
- ♦ accroître les ressources humaines
- ♦ informatiser la rédaction
- ♦ refaire les outils de gestion
- ♦ déménager l'entreprise
- ♦ améliorer la diffusion
- ♦ transformer le graphisme

COMMENT ?
VOUS DEVENEZ ACTIONNAIRE D'UNE SOCIÉTÉ DE PLACEMENT DANS L'ENTREPRISE QUÉBÉCOISE (SPEQ) QUI:

- ♦ émet 1 100 000 actions
- ♦ les vend par tranches de 500 \$ et 1000 \$
- ♦ a un représentant au conseil de l'entreprise
- ♦ offre une déduction fiscale (provinciale) de 125 %
- ♦ s'associe avec les grands investisseurs, les prêteurs et les salariés du DEVOIR qui ont financé la renaissance du journal

LA PREMIÈRE PHASE DE LA STRUCTURE FINANCIÈRE DE LA NOUVELLE SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU DEVOIR, LE DEVOIR INC. ÉTANT ACHEVÉE, NOUS PROCÉDONS MAINTENANT À LA DEUXIÈME PHASE DU PROJET.

CETTE PHASE CONSISTE EN LA CLÔTURE D'UN PLACEMENT DE 1 100 000 \$ AUPRÈS D'UN PUBLIC INVESTISSEUR, PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UNE SPEQ (SOCIÉTÉ DE PLACEMENT DANS L'ENTREPRISE QUÉBÉCOISE) CONSTITUÉE À CETTE FIN.

LES INVESTISSEURS RÉUNIS AU SEIN DE CETTE SPEQ-PUBLIC VIENDRONT SE JOINDRE AUX ACTIONNAIRES DU DEVOIR INC.

Première émission par voie de prospectus SPEQ LE DEVOIR INC.
1 100 000 \$ (1 100 000 actions ordinaires)
Prix: 1,00 \$ l'action
Souscription minimale: 500 actions ordinaires (500 \$)
Souscription par tranche de 500 actions ordinaires (500 \$)
Placement minimum: 350 000 actions ordinaires (350 000 \$)

Le produit net du placement sera utilisé pour souscrire à 1 000 000 d'actions votantes et participantes de LE DEVOIR INC. soit environ 22 %.

Je désire recevoir des renseignements touchant l'achat d'actions de la SPEQ qui investira dans LE DEVOIR inc.

NOM:.....

ADRESSE:.....

TÉLÉPHONE:.....

EXPÉDIER À: Raymonde Guay ou Roger Boisvert, 2050, rue De Bleury, 9e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9 Tél.: (514) 985-3333 Téléc.: (514) 985-3310

POUR OBTENIR TOUS RENSEIGNEMENTS, VEUILLEZ REMPLIR LE FORMULAIRE.

LE DEVOIR

LE MONDE

PERSPECTIVES

Arrière-pensées japonaises

En se confondant en excuses au sujet des crimes de guerre Tokyo veut affirmer un leadership régional

Le premier ministre japonais Morihiro Hosokawa a exprimé hier des «excuses» aux peuples d'Asie qui ont souffert de «l'agression et du colonialisme» du Japon pendant les années 30 et 40 jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. «C'est avec la fin de la guerre que nous avons réalisé la grande erreur que nous avons faite», a déclaré le chef du gouvernement japonais, lors de son premier discours de politique générale devant la Chambre des Représentants de la Diète. «Je voudrais saisir cette occasion pour exprimer à nouveau notre profond remords et nos excuses pour les actes passés du Japon, dont l'agression et le colonialisme, qui ont causé des souffrances et des douleurs intolérables à tant de gens», a déclaré M. Hosokawa.

Tokyo (AFP) — Le premier ministre Hosokawa espère achever la réconciliation du Japon avec ses voisins en admettant, avec une franchise sans précédent, l'agression commise pendant la guerre: le but affiché étant d'étendre l'influence de l'archipel en Asie et dans le reste du monde.

Jamais depuis la fin de la guerre un premier ministre japonais n'avait été aussi direct sur une question aussi délicate que le rôle du Japon dans les années 30 et 40, lorsque l'armée impériale cherchait à placer sous sa tutelle une vaste «sphère de co-prospérité» s'étendant jusqu'à l'Inde.

Le Japon est divisé devant la contribution affichée par le nouveau premier ministre

En l'espace de deux semaines à peine depuis son arrivée au pouvoir le 9 août, M. Hosokawa a successivement parlé de «guerre d'agression», présenté ses «profondes condoléances» aux familles des victimes, puis exprimé, hier devant le parlement, «les profonds remords et les excuses» du Japon pour sa politique «agressive et colonialiste», reconnaissant «l'erreur grave» commise alors.

Ces propos ont déjà suscité une intense polémique au Japon, une partie de l'opposition qualifiant de «blasphème contre l'histoire» le fait d'attribuer au Japon la seule responsabilité de la guerre, tandis que plusieurs ministres de la coalition de conservateurs, libéraux, socialistes et bouddhistes formulent des réserves à propos du terme de «guerre d'agression».

M. Hosokawa, 55 ans, petit-fils du prince Fumimaro Konoe qui avait été deux fois premier ministre pendant cette période sombre de l'histoire du Japon, a ignoré les appels à la prudence émanant de son administration et insisté pour que le mot «agression» figure bien dans le texte de son discours, souligne la presse japonaise.

Mais l'objectif véritable recherché derrière cette franchise, qui est déjà saluée à travers l'Asie, est d'instaurer un climat de confiance avec les pays voisins pour obtenir leur soutien sur la scène internationale, estiment les diplomates occidentaux.

La méfiance qui subsiste chez les voisins du Japon est en effet pour une grande part liée à la réticence dont ont fait preuve ses dirigeants à formuler des excuses en bonne et due forme comme l'avait fait l'Allemagne après 1945.

M. Hosokawa n'a d'ailleurs pas fait mystère lundi de cette volonté de faire jouer au Japon un rôle plus actif, un but que s'étaient également fixé ses prédécesseurs à la tête des gouvernements conservateurs du parti libéral démocrate (PLD), mais sans vraiment y parvenir.

Les voyages de l'empereur Akihito en Asie du Sud-Est en automne 1991, puis en Chine en octobre 1992, visaient cette réconciliation, mais il n'avait exprimé que des «regrets» pour les exactions perpétrées pendant la guerre.

FRANCE

Ce qu'est «le vrai bon pain»

Paris (d'après AFP) — Le gouvernement français va, pour la première fois, codifier ce que doit être la fabrication artisanale des baguettes, ou autres miches, alors que ce métier est de plus en plus concurrencé par la production industrielle, dans le pays qui se flatte de produire le meilleur pain du monde.

Le premier ministre doit signer dans les prochains jours un décret interministériel, dont l'AFP a obtenu une copie, qui définit ce que doit être «le pain maison» et «le pain de tradition française».

Seuls pourront être mis en vente sous la dénomination «pains maison» les produits qui auront été pétris, façonnés et cuits sur leur lieu de vente.

Le pain dit de «tradition française» ne devra en outre subir aucune surgélation et ne contenir aucun additif, comme la farine de fève utilisée pour rendre la mie plus blanche. Le pain devra être exclusivement composé d'un mélange de farines panifiables de blé, d'eau potable, de levain et de sel de cuisine. On prescrit aussi de manière très précise ce qu'est le levain.

C'est ce, selon Christian Babusiaux, directeur général de la DGCCRF (Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes), «l'évolution de la profession a vu notamment arriver la surgélation des pâtes à pain (les pâtons) livrées plus exactement dans des établissements qui n'étaient plus exactement des boulangeries mais seulement des terminaux de cuisson».

À la Confédération nationale de la boulangerie française (CNBF), qui regroupe 36 000 boulangers-pâtisseries réalisant un chiffre d'affaires de 53 milliards de francs (12 milliards de dollars canadiens), on se déclare «enchanté» de ce futur décret.

Les professionnels espèrent que ces mesures pourront faire remonter la consommation quotidienne de pain, en baisse constante: 900 grammes par personne au début du siècle, 160 g aujourd'hui.

NICARAGUA

Les otages sortent au compte-gouttes

Selon le cardinal Obando y Bravo, les Nicaraguayens «sont en train de perdre la tête»

Le commando qui retient prisonniers depuis jeudi le vice-président nicaraguayen Virgilio Godoy et plusieurs membres de l'Union nationale de l'opposition (UNO) a libéré hier deux de ses otages, ont déclaré des témoins. Les deux hommes, membres du parti gouvernemental, ont été relâchés pour raison de santé. Le commando détient toujours en otage, outre

le vice-président du Nicaragua, huit journalistes et 19 membres de l'UNO. «Vous partez et ceci est un geste de bonne volonté pour que le chacal continue à libérer, les gens qu'il a en son pouvoir», a déclaré le chef du commando, dont les propos ont été diffusés en direct par la radio. Les recontras sont dirigés par l'ancien chef rebelle Jose Angel Talavera, dit «le chacal».

sous le régime sandiniste et actuel directeur des services d'information de l'armée.

Le «commandant Chacal» n'a plus mentionné comme exigence la démission du ministre de la Présidence Antonio Lacayo, homme fort du gouvernement et gendre de Mme Chamorro.

La démission du général Ortega est également réclamée par l'UNO et avec de plus en plus d'insistance par Washington. Mais la présidente Chamorro, élue en 1990 et dont le mandat doit normalement s'achever en 1996, a toujours déclaré qu'elle ne céderait pas au «chantage» et que le chef de l'armée s'en irait quand elle le déciderait.

Face à la gravité de la crise, Mme Chamorro a reporté la visite officielle qu'elle devait entamer hier au Mexique.

Les négociations entre les autorités et les deux groupes de ravisseurs devaient se poursuivre avec notamment la médiation du cardinal Miguel Obando y Bravo. L'intervention de l'archevêque de Managua, rompu à ce genre de négociations, était réclamée par les deux commandos et le prélat a donné son accord dimanche.

Déplorant les deux prises d'otages, le cardinal a déclaré qu'il semblait que les Nicaraguayens étaient en train «de perdre la tête».

Managua (AFP) — Un dénouement proche de la crise provoquée par la double prise d'otages au Nicaragua restait incertain hier, alors que le commando recontra (rebelle anti-sandiniste) soufflait le chaud et le froid sur les négociations avec les autorités.

L'espoir d'une solution négociée est apparu, dans la nuit de dimanche à lundi, avec la libération de 20 des 38 membres d'une délégation officielle que détenait depuis jeudi dernier le commando armé anti-sandiniste près de Quilali, à environ 300 km au nord de Managua.

Les autorités avaient annoncé au même moment que ce groupe de recontras s'était engagé à libérer leurs 18 derniers otages, sans conditions et dans les 24 heures, à la suite d'un accord obtenu après six heures de négociations avec la commission de médiation envoyée par le gouvernement à

Quilali.

Le contenu de cet accord n'a pas été divulgué.

Une issue rapide et non violente paraissait donc en bonne voie, d'autant plus qu'à Managua, le commando sandiniste qui avait pris en otages vendredi dernier par mesure de représailles plusieurs dizaines de dirigeants de l'opposition, a également relâché deux otages «pour raisons de santé».

Le groupe armé sandiniste qui se fait appeler «Groupe 40 pour la dignité et la souveraineté», avait annoncé précédemment qu'il libérerait tous ses otages dès que les recontras auraient été en liberté les leurs.

Parmi les dirigeants retenus au siège de l'Union nationale de l'opposition (UNO) par le commando sandiniste, figurent le vice-président de la République, Virgilio

Godoy, et l'ancien président de l'Assemblée législative, Alfredo Cesar, deux anciens alliés politiques de la présidente Violeta Chamorro devenus ses plus farouches adversaires.

Neuf journalistes nicaraguayens ont été pris en otages dimanche matin au siège de l'UNO, quelques heures après que le commando eut libéré 14 personnes.

Mais les déclarations à la presse du chef des rebelles anti-sandinistes, José Angel Talavera, alias «commandant Chacal», sont venues contredire ces éléments positifs.

Ce dernier, qui apparemment n'a pas signé personnellement l'accord avec la commission de médiation, a affirmé au journal sandiniste *Barricada* que «toutes nos demandes sont négociables sauf la destitution d'Humberto Ortega (NDLR: chef de l'armée contrôlée par les sandinistes) et de Lenin Cerna», chef de la Sécurité d'Etat

Vingt ans déjà



PHOTO AFP

LE 24 AOÛT 1973, un certain Augusto Pinochet Ugarte était nommé commandant en chef des forces armées du Chili par un président socialiste du nom de Salvador Allende Gossens. Dix-neuf jours plus tard, le dit général faisait un putsch sanglant contre son président. La suite est connue. Vingt ans plus tard — dont 17 de dictature militaire —, Pinochet est toujours commandant des forces armées. Ses proches ont tenu, hier, à fêter sobriement cet anniversaire en compagnie du général.

TOGO

Eyadéma gagne dans la rue

Lomé (Reuter) — Le président Gnassingbé Eyadéma a rassemblé hier, dans les rues de Lomé, plus de partisans du maintien des élections présidentielles prévues pour demain que l'opposition n'a pu réunir de protestataires réclamant son report.

L'opposition, dont les principaux candidats ont suspendu leur participation laissant le président sortant en position de candidat quasi unique, estime que le scrutin n'a pas été correctement préparé.

Après avoir vainement réclamé au gouvernement un report de deux semaines, l'opposition a remis hier matin des pétitions expliquant sa position aux ambassades de France, des Etats-Unis et d'Allemagne, pays membres de la commission internationale de surveillance du scrutin.

L'ancien président américain Jimmy Carter, arrivé dimanche soir à Lomé pour jouer les médiateurs, a rencontré dans la matinée le chef de l'Etat, qui s'est refusé à tout commentaire sur l'entrevue.

Eyadéma, au pouvoir à Lomé depuis un quart de siècle, devait s'adresser au pays dans la soirée, quelques instants avant la clôture officielle de la campagne électorale.

A quelques heures de cette échéance, fixée par un accord entre l'opposition et le mouvement présidentiel signé en juillet à Ouagadougou, Yaovi Agboyibo et Edem Kodjo, les deux principaux candidats d'opposition ont maintenu leur décision de suspendre leur candidature.

Les deux seuls candidats qui affrontent Eyadéma, Adai Ife et Jacques Amouzou, ne sont pas considérés comme des adversaires sérieux. D'ailleurs, ils font à peine campagne.

Des menaces du leader serbe de Bosnie-Herzégovine

Karadzic avertit les Musulmans: vous dites oui ou sinon...

L'un des Italiens porté disparu réapparaît dans son pays

D'APRES AFP ET REUTERS

Belgrade — Le leader des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, a averti les Musulmans bosniaques qu'au cas où ils refuseraient le projet de Genève de règlement du conflit en Bosnie-Herzégovine, ils risqueraient de «tout» perdre, jusqu'à quelque 10% de territoire qu'ils contrôlent.

Dans une déclaration au journal Dnevnik de Novi Sad (Voïvodine, nord de la Serbie) à paraître mardi, M. Karadzic affirme que «dans ce cas, les Serbes gardent non seulement les 54 pour cent du territoire de l'ex-Bosnie-Herzégovine, prévus par ce projet, mais encore toutes les régions qu'ils contrôlent actuellement».

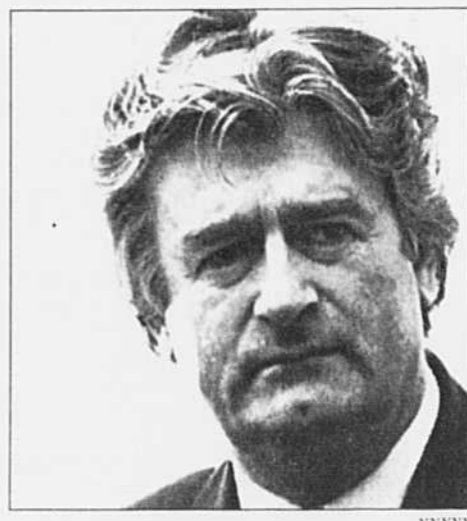
Les Serbes contrôlent aujourd'hui 70% du territoire bosniaque et le projet présenté à Genève prévoit que les Serbes conservent 52% de ce territoire.

S'ils rejettent le projet de Genève, les Musulmans qui, selon lui, contrôlent à peine 10 pour cent du territoire, doivent craindre de «tout» perdre.

Les négociations de Genève sont terminées pour les Serbes, «et je pense qu'elles le sont aussi pour les Croates», a affirmé M. Karadzic, ajoutant que «tous les participants à ces négociations, à l'exception d'Alija Izetbegovic (le président bosniaque musulman) pensent qu'un grand pas vers la paix a été accompli».

M. Izetbegovic, selon le leader serbe, «attend toujours le soutien des Etats-Unis» et «si le président Bill Clinton l'encourage à ne pas signer» le projet global de Genève «la paix tant attendue n'interviendra pas».

M. Karadzic a toutefois estimé que les Etats-Unis «ne mineront pas Genève». Rappelant que la «République serbe» (RS, unilatéralement proclamée en Bosnie) dont il est le «président», «n'a pas réussi» à Genève à obtenir une sortie sur la mer, M.



Le leader des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic.

Karadzic s'est déclaré «convaincu» que la RS «débouchera sur la mer par la presqu'île de Prevlaka et Konavle». La presqu'île stratégique de Prevlaka et la région de Konavle, à l'est de Dubrovnik, appartiennent à la Croatie.

«Nous réglerons cette question dans des négociations directes avec la Croatie», a affirmé M. Karadzic, précisant que les Serbes seraient disposés dans ce cas à «céder» à la Croatie l'arrière-pays de Dubrovnik.

L'arrière-pays de la cité historique et port croate sur l'Adriatique comprend une partie de l'Herzégovine orientale, notamment la dépression de Popovo Polje et la ville de Trebinje (30 km au nord-est de Dubrovnik), impartie à la partie serbe par la carte de découpage territorial de la Bosnie-Herzégovine proposée à Genève.

Le maître de Lagos s'en va

Lagos (Reuter) — Le général Ibrahim Babangida, l'homme fort du Nigeria, quittera le pouvoir demain pour le remettre à un gouvernement civil intérimaire, a annoncé hier l'un de ses collaborateurs.

«Je puis vous assurer qu'il quittera ses fonctions mercredi», a assuré à Reuter la source, qui a tenu à conserver l'anonymat.

Babangida avait déclaré à l'Assemblée nationale mardi dernier qu'il avait proposé à l'armée de se démettre de ses fonctions. Mais il n'avait pas précisé si l'armée avait accepté l'hypothèse de son départ.

Toutefois, selon des sources proches du gouvernement, l'armée a commencé hier à répéter la cérémonie d'adieu qui aura lieu à cette occasion à Abuja, la nouvelle capitale dans le centre du pays.

Le collaborateur de Babangida a démenti des rumeurs selon lesquelles le général quitterait à cette occasion les rangs de l'armée pour prendre le contrôle d'un nouveau gouvernement en tant que civil. «Il ne fera pas partie du gouvernement intérimaire», a-t-il assuré.

La principale centrale syndicale du pays, le NLC, a demandé à ses 3,5 millions d'adhérents de se mettre en grève à dater de samedi prochain si Babangida n'a pas quitté le pouvoir vendredi, huit ans jour pour jour après avoir pris le pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat militaire.

C'est également la date à laquelle il s'était lui-même engagé à remettre le pouvoir à un gouvernement civil.

Le collaborateur de Babangida a ajouté que Ernest Shonekan, qui dirige actuellement un gouvernement chargé d'expédier les affaires courantes, sera nommé à la tête du gouvernement intérimaire qui sera formé demain.

Fausse alerte en Italie

Par ailleurs, l'un des trois volontaires d'une organisation humanitaire italienne que l'on disait détenus dans un camp de prisonniers en Bosnie a appelé sa famille hier soir pour lui signaler qu'il était en Italie et qu'il rentrerait bientôt chez lui.

«Je vais bien. Je suis à Portogruaro (dans le nord-est de l'Italie). Je viens juste de revenir de Bosnie où j'ai livré des fournitures médicales», a déclaré Enrico Zilberti à sa sœur Antonietta, qui habite Bolzano (Italie du nord), selon l'agence italienne Ansa.

«Je ne sais rien de ce qu'on a dit ces derniers jours à mon sujet mais je serai de retour à la maison demain ou après-demain et j'expliquerai tout», a-t-il ajouté.

Quant aux deux autres Italiens, Enrico Zilberti a dit bien les connaître mais ne les avoir jamais vus lors de son dernier voyage en Bosnie, a poursuivi Ansa.

Le ministère italien des Affaires étrangères avait auparavant annoncé qu'il vérifiait les informations relatives à la détention des trois Italiens.

Un porte-parole a dit que le ministre des Affaires étrangères Beniamino Andreatta avait contacté son homologue bosniaque Haris Silajdzic et que les autres organisations humanitaires italiennes dans la région avaient été alertées.

Un volontaire, Sergio Cattaneo, a déclaré dimanche avoir été informé par un mercenaire italien en Bosnie que les trois hommes avaient été arrêtés la semaine dernière par des miliciens musulmans alors qu'ils distribuaient des vivres et des médicaments en Bosnie.

Le mercenaire a dit que les trois Italiens étaient retenus dans un camp musulman près de Sarajevo mais, dans l'entourage du gouvernement bosniaque, on assurait qu'ils étaient détenus par des Croates.

LE MONDE

Après le massacre de plusieurs dizaines d'Indiens à l'extrême nord du Brésil

Les Yanomamis exigent le départ des chercheurs d'or

Un peuple de 10 000 personnes parmi les plus primitifs en conflit direct avec la «civilisation»

La défense des Indiens Yanomamis devrait être «de la responsabilité de toute l'humanité, et non pas seulement du Brésil», a estimé hier Patrick Aberhard, président d'honneur de Médecins du monde (MDM) et initiateur d'une mission médicale en cours de MDM dans cette communauté. «La survie de cette population devrait être du ressort d'une structure internationale, et la question que l'on peut se poser est la suivante: est-ce que les Nations unies ne doivent pas être saisies?» a déclaré le responsable de l'organisation humanitaire française, réagissant au récent massacre d'Indiens Yanomamis dans le nord du Brésil.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT
LE MONDE

Rio de Janeiro — Deux villages brûlés, 73 morts dont la moitié sont des enfants: tel est le dramatique bilan du massacre récemment perpétré à l'encontre d'un groupe d'Indiens Yanomamis à l'extrême nord-ouest du Brésil, dans l'Etat amazonien du Roraima. Dans cette zone reculée, située à plus de 5 000 kilomètres de Rio-de-Janeiro, les enquêteurs tentent de reconstituer les faits. Tous les soupçons se portent sur les chercheurs d'or.

Au Brésil même, des voix s'élèvent contre le «génocide»

Selon un photographe qui s'est rendu sur place à l'invitation des autorités — André Penner de l'hebdomadaire *Veja* — «le village paraissait avoir subi un bombardement aérien. Des grandes constructions circulaires caractéristiques des Yanomamis, il ne restait qu'une partie d'un jai en bois. Tout le reste était calciné.»

«Ce que j'ai vu là-bas, a affirmé le procureur de la République Aristides Junqueira, ce sont des scènes de

guerre», après avoir visité les deux villages, Hoximu et Simao, à plus de 400 kilomètres au nord de Boa Vista, capitale du Roraima.

Malgré la présence d'un expert de la FUNAI, Francisco Bozerra de Lima, qui travaille depuis 25 ans auprès des Yanomamis, et en dépit de l'arrestation par la police de trois chercheurs d'or suspects, de multiples zones d'ombre subsistent dans cette affaire. Aucun corps ou reste humain n'a pu être découvert et la date précise de ce massacre ainsi que son motif restent inconnus.

L'enquête sera sans doute difficile. Ces Indiens vivent dans une région très isolée; ils sont dispersés en petits groupes parfois rivaux et leur ethnie, l'une des plus primitives de la planète, comprend moins de 10 000 personnes.

Dans cette région, les pistes d'atterrissage de fortune sont très souvent endommagées par les pluies et les orages violents. La forêt est si dense que tout déplacement ne peut se faire qu'à pied, au bout de longues et pénibles heures de marche. Surtout, l'une des coutumes yanomamis veut que l'on fasse disparaître les morts le plus rapidement possible, en brûlant les corps et les effets personnels du défunt.

9 millions d'hectares aux confins du Brésil et du Venezuela

Pour surveiller et contrôler le territoire que les Yanomamis se sont vu reconnaître en 1991 aux confins du Brésil et du Venezuela (9,4 millions d'hectares, soit une superficie équivalente à celle du Portugal), les autorités ne disposent que d'une soixantaine de personnes incluant les fonctionnaires de la FUNAI, des agents de la



Enfants yanomamis.

police fédérale et quelques militaires.

Dans une «lettre ouverte au reste du monde», Davi Kopenawa a demandé que les coupables soient punis. Il a rappelé que d'identiques tueries s'étaient déjà produites au cours des cinq dernières années, sans que personne n'ait été emprisonné. Il faut maintenant, écrit-il, «que le gouvernement brésilien adopte les mesures nécessaires pour le retrait définitif de tous les *garimpeiros* qui travaillent dans la région».

Le président Itamar Franco, après avoir entendu le rapport du ministre de la justice, Mauricio Correa, a décidé hier de convoquer le Conseil de la défense nationale afin d'étudier les mesures de protection envisageables.

De nombreuses protestations ont en effet émané des milieux politiques et intellectuels brésiliens — sans

compter celles de l'étranger — devant ce que beaucoup appellent un «génocide». A la fin de la semaine dernière, le principal dirigeant des syndicats de *garimpeiros* de la région Jose Alino Machado, a démissionné de ses fonctions en soulignant qu'il savait gérer «les problèmes entre les Indiens et les *garimpeiros*, mais pas les assassinats».

Seule voix discordante, celle du gouverneur de l'Etat du Roraima, Ottomar Pinto, qui affirmait encore ce week-end que n'avait été trouvé qu'«un vieux squelette» et qui profitait de l'occasion pour affirmer que le territoire accordé aux Yanomamis était «trop étendu».

Victimes de tous les fléaux, humains et naturels

Depuis des décennies, ces aborigènes semi-nomades et sylviculteurs affrontent tous les fléaux. Découverts il y a un peu plus de deux siècles, ils ont tout à tour été victimes de la malaria, de la tuberculose et des maladies vénériennes. Ils succombent même parfois à de simples gripes.

Mais la principale cause de leur malheur vient de l'invasion des chercheurs d'or, qui se pressent dans une région que l'on sait depuis la fin des années 1970 riches en minerais divers. La ruée qui s'est produite la décennie suivante n'a, depuis lors, jamais cessé. Pas plus que son corollaire de trafics et de pollution en tous genres.

Les multiples opérations lancées par plusieurs gouvernements pour les déloger n'ont été que des coups d'épée dans l'eau, même si leur nombre a diminué. Les *garimpeiros* étaient encore 45 000 il y a quelques années; la FUNAI estime que plusieurs centaines d'entre eux sillonnent encore la région. Ce sont le plus souvent des aventuriers pauvres et rustres, qui sont prêts à tout pour tenter leur chance.

Ces dernières années, les conflits n'ont cessé de se multiplier. D'autres tribus, comme les Caiapi qui prospèrent dans l'Etat presque voisin du Para, traitent directement avec les *garimpeiros* ou les exploitant de bois précieux et signent de lucratifs contrats. Les Yanomamis, eux, vivent toujours de chasse et de cueillette. Pour leur plus grand malheur.

TÉL.: 985-3344 AVIS PUBLICS FAX: 985-3340

Société d'énergie de la Baie James

PROJET LA 2
APPEL D'OFFRES NO 1LB-451-1-01

Fourniture et montage des vannes de l'évacuateur de crues, des pièces encastées, des accessoires et des équipements de levage

Date et heure limites de réception des soumissions:
LE JEUDI 14 OCTOBRE 1993
à 15 h 30, HEURE DE MONTRÉAL

Garantie de soumission: 400 000 \$

Prix du document: 150,00 \$ toutes taxes incluses.

Les documents d'appel d'offres peuvent être achetés ou consultés sur place, du lundi au vendredi inclusivement, de 9 h à 12 h et de 13 h à 16 h 30 à l'endroit suivant:

SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE DE LA BAIE JAMES
Service Achats-Contrats
19e étage
500, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H2Z 1Z9

Le paiement des documents s'effectue par chèque visé ou mandat fait à l'ordre de la Société d'énergie de la Baie James et n'est pas remboursable.

Une garantie de soumission au montant mentionné ci-haut est requise conformément aux exigences du document d'appel d'offres.

Seules les personnes, sociétés, compagnies ou sociétés en coparticipation ayant une place d'affaires au Québec, qui possèdent l'expérience pertinente dans la conception, la fabrication et le montage d'équipements de nature et de capacité comparables à ceux faisant l'objet du contrat et qui ont acheté le document d'appel d'offres de la Société d'énergie de la Baie James peuvent soumissionner. Cette dernière n'est pas tenue d'accepter la plus basse ni aucune des autres soumissions.

Pour obtenir le document d'appel d'offres ou pour tout renseignement supplémentaire concernant le document d'appel d'offres, veuillez communiquer avec Susie Léveillé au (514) 879-6700.

Jocelyne Fortin
Chef de service Achats-Contrats

Les réservations doivent être faites avant 16h00 pour publication deux (2) jours plus tard.

Publications du lundi: Réservations avant 12 h 00 le vendredi
Publications du mardi: Réservations avant 16 h 00 le vendredi

appel d'offres

Gouvernement du Québec
Ministère des Approvisionnements et Services

Fonds des approvisionnements et services
Direction des acquisitions

Le ou les présents projets sont assujettis à l'Accord intergouvernemental sur les marchés du secteur public et ils sont ouverts aux fournisseurs des provinces et territoires des gouvernements signataires.

Projet	Description	Livraison
771835	1620 verges cubes de fumier composté, vieillissement de 2 ans, stabilisé.	Berthier
Pour renseignements: Réal Dufresne Tél.: (418) 643-0699		
Clôture des soumissions: 7 septembre 1993 à 15 h 00		
Prix du document: 20,00 \$ non remboursable, en argent comptant ou sous forme de chèque ou de mandat à l'ordre du Fonds des approvisionnements et services — Direction des acquisitions		
799398	145 étiquettes d'entreposage, métalliques, boulonnées.	Montréal et Scherfferville
Pour renseignements: Réal Dufresne Tél.: (418) 643-0699		
Clôture des soumissions: 9 septembre 1993 à 15 h 00		
Prix du document: 20,00 \$ non remboursable, en argent comptant ou sous forme de chèque ou de mandat à l'ordre du Fonds des approvisionnements et services — Direction des acquisitions		
010842	Lampes incandescentes, mercure, fluorescentes.	Différents endroits
Pour renseignements: André St-Martin Tél.: (418) 643-9055		
Clôture des soumissions: 10 septembre 1993 à 15 h 00		
Prix du document: 20,00 \$ non remboursable, en argent comptant ou sous forme de chèque ou de mandat à l'ordre du Fonds des approvisionnements et services — Direction des acquisitions		

Seules seront considérées les offres présentées par des fournisseurs ayant un établissement au Québec et possédant les qualifications minimales requises.

Projet	Description	Livraison
763765	Impression sur presse avec séchoir des documents de la déclaration des revenus	Québec et Montréal
4 590 000 copies de la version simplifiée contenant environ 72 pages et		
2 516 copies de la version détaillée ayant environ 112 pages.		
Pour renseignements: Rachel Blais Tél.: (418) 644-6076		
Garantie de soumission exigée:		
296 000 \$ sous forme de cautionnement		
148 000 \$ sous forme de chèque visé, mandat, traite, lettre de garantie irrévocable ou obligations payables au porteur émises ou garanties par le gouvernement du Québec ou le gouvernement du Canada et dont l'échéance ne dépasse pas cinq (5) ans		
Clôture des soumissions: 9 septembre 1993 à 15 h 00		
Prix du document: 20,00 \$ non remboursable, en argent comptant ou sous forme de chèque ou de mandat à l'ordre du Fonds des approvisionnements et services — Direction des acquisitions		

Les conditions d'appel d'offres sont contenues dans les documents disponibles au: Ministère des Approvisionnements et Services Direction générale des approvisionnements Bureau des appels d'offres 575, rue Saint-Amable, 4^e étage Québec (Québec) G1R 5N9 Tél.: (418) 643-5438

Le Ministère se réserve le droit, au moment de l'analyse des soumissions, de refuser toutes les soumissions présentées, même la plus basse.

Toute personne désirant assister à l'ouverture des soumissions doit se présenter à l'adresse susmentionnée, à l'heure et à la date indiquées.

PROGRAMME D'OBLIGATION CONTRACTUELLE — ÉGALITÉ DANS L'EMPLOI

Tout fournisseur du Québec dont l'entreprise compte plus de cent (100) employés doit, pour se voir adjuger une commande de 100 000 \$ et plus, s'engager au préalable à implanter un programme d'accès à l'égalité dans l'emploi, conforme à la Charte des droits et libertés de la personne du Québec (L.R.Q., c. C-12) ou détenir une attestation d'engagement à cet effet émise par le ministère des Approvisionnements et Services du Québec.

De même, un fournisseur hors du Québec mais au Canada dont l'entreprise compte plus de cent (100) employés, devra fournir au préalable une attestation à l'effet qu'il s'est déjà engagé au programme d'équité en emploi de sa province ou de son territoire s'il en est ou, à défaut, à un programme fédéral d'équité en emploi.

Ces obligations s'appliquent également pour tout sous-contrat d'un montant de 100 000 \$ et plus, s'adressant à un sous-contratant ayant plus de cent (100) employés.

Le directeur général des achats, Michel Gagnon, ing.

VENTES EN JUSTICE

Conditions et renseignements

1. Les ventes judiciaires ont lieu aux adresses ci-dessous mentionnées.
2. L'enchérisseur doit en payer le montant immédiatement et en argent comptant ou chèque visé.
3. Il est préférable de téléphoner au bureau de l'officier instruisant le matin de la vente en cas d'annulation.

La Chambre des huissiers du Québec

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE TERREBONNE, COUR SUPÉRIEURE, NO 700-05-001770-910, PLOMBERIE STE-MARTE-SUR-LE-LAC, Partie demanderesse, -vs- PLOMBERIE YVES GOULET, Partie défenderesse, PRENEZ AVIS que le 07 septembre 1993, à 13h00, au: 75, CHEMIN DU LAC BERTRAND, ST-HYPPOLITE, DISTRICT DE TERREBONNE, seront vendus par autorité de Justice, les biens et effets de PLOMBERIE YVES GOULET, saisis en cette cause, soit: 1 Pick Up 4 X 4, FD79783-9; 1 téléphone cell.; outils et accs. de plomberie, etc. CONDITIONS: ARGENT OU CHEQUE VISE. ERIC DION, huissier, ETUDE PHILIPPE, TREMBLAY, DION & ASS., HUISSIERS, 165 rue Du Moulin, St-Eustache (Québec) J7R 2P5. (514)491-7575. St-Eustache, ce 20 août 1993.

JOSEPH MARCO CARILL JEAN PRENEZ AVIS QUE JOSEPH MARCO CARILL JEAN, domicilié et résidant au 2 Place Perron, Le Gardiner, district de Joliette, province de Québec, JSZ 3H5, s'adressera au Ministère de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de JOSEPH MARCO CARILL GAGNE. Ce changement affectera ses deux enfants mineurs, savoir Joseph Maxime Legault Jean et David Legault Jean.

MONTRÉAL, le 9 août 1993.
MÉNARD HARVEY & ASSOCIÉS,
Procureurs du requérant.

Vous pouvez réserver par télécopieur : 985-3340

LA MÉTÉO

Prévision à long terme pour Montréal

Aujourd'hui	Ce soir	Mercredi	Judi	Vendredi
max 25	min 18	max 28	15/27	15/27

Situation générale

Pluvieux. Retour du soleil et plus chaud demain.

La partie est du Québec est ennuagée aujourd'hui à l'approche d'un front chaud. Les régions plus à l'ouest sont traversées par une perturbation provenant de l'ouest ontarien. Cette perturbation nous donne de la pluie ou des averse et est accompagnée d'orages. Demain, la perturbation affectera l'est de la province. Dans son sillage le ciel se dégagera graduellement sur les régions plus à l'ouest avec l'arrivée d'un anticyclone et ce sera plus chaud.

Région

Abitibi et Témiscamingue: Pluie ou bruine et risque d'orages. Max. 24. Vents de 20 à 40 km/h. Demain: dégelation graduel. Min. 14. Max. 26.

Montréal, Trois-Rivières et Drummondville: Nuageux avec 70% de probabilité d'averses. Risque d'orages. Max. 25. Vents de 20 à 40 km/h. Demain: ensoleillé avec passages nuageux. Min. 14. Max. 27.

Laurentides: Nuageux avec averse. Risque d'orages. Max. 24. Vents de 20 à 40 km/h. Demain: ensoleillé avec passages nuageux. Min. 14. Max. 26.

Lac St-Jean, Saguenay et réserve Faunique des Laurentides: Nuageux avec averse et risque d'orages. Max. 23. Vents de 20 à 40 km/h. Demain: 40% de probabilité d'averses la suite. Min. 14. Max. 26.

La Tuque: Nuageux avec averse et risque d'orages. Max. 23. Vents de 20 à 40 km/h. Demain: 40% de probabilité d'averses la suite. Min. 14. Max. 26.

Ottawa, Hull et Cornwall: Nuageux avec averse et risques d'orages. Max. 25. Vents de 20 à 40 km/h. Demain: ensoleillé avec passages nuageux. Min. 18. Max. 28.

Charlevoix et Rivière-du-Loup: Nuageux. Averses surtout en après-midi. Max. 20. Vents de 20 à 40 km/h. Demain: 60% de probabilité d'averses. Min. 14. Max. 23.

Rimouski et Malaspina: Ennuagement graduel suivi d'averses en après-midi. Max. 20. Vents de 20 à 40 km/h. Demain: 60% de probabilité d'averses. Min. 14. Max. 23.

Sie-Anne-des-Monts, Parc de la Gaspésie, Gaspé et Parc Forillon: Ensoleillé le matin. Ennuagement graduel en après-midi suivi de 30% de probabilité d'averses. Max. 20. Vents de 20 à 40 km/h en après-midi. Demain: nuageux avec averse. Min. 12. Max. 21.

Sept-Îles: Ensoleillé le matin. Ennuagement en après-midi suivi de 30% de probabilité d'averses. Max. 18. Vents de 20 à 40 km/h en après-midi. Demain: nuageux avec averse. Min. 10. Max. 17.

Baie Comeau: Ennuagement le matin suivi de 60% de probabilité d'averses. Max. 20. Vents de 20 à 40 km/h en après-midi. Demain: nuageux avec averse. Min. 10. Max. 20. Venteux.

Lever6h06
Coucher.....19h46

Prévision à long terme pour Québec

Aujourd'hui	Ce soir	Mercredi	Judi	Vendredi
max 22	min 17	max 26	12/27	15/24

Prévision à long terme pour Ottawa

Aujourd'hui	Ce soir	Mercredi	Judi	Vendredi
max 25	min 18	max 28	15/27	15/27

MOTS CROISÉS

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

1. Pédaleurs. — Modulation de fréquence.

2. Courant. — Neptunium. — Non apprêté.

3. Manette. — Qui contient de l'iode.

4. Filin retenant une mine. — Niobium. — Richesse.

5. Poisson.

6. Douleur du cou.

7. Possédé. — Ornement liturgique. — Se rendra.

8. Excroissance épidermique. — Ordonnance.

9. Arbalète. — Aluminium. — Période qui précède Noël.

10. Extraterrestre. — Cérium.

11. Frais bancaires. — Système politique.

12. Petit sentier. — Fendra.

3. Cuve à lessive. — Coffret à bijoux.

4. Province d'Irlande. — De bonne heure.

5. Atoll. — Initial.

6. Chanter.

7. Terre-Neuve. — Figuration. — Navire.

8. Pince à linge. — Chéribin.

9. Obtempéré. — Action d'éveiller.

10. Cadmium. — Glucide hydrolysable. — Pronom.

11. Agent frigorifique. — Nettoyer.

12. Changer de voix. — Jambe.

Solution d'hier

CHACUNE POSE
JOUEUR MOISE
BREMELLE
ATOU NEEMI
TELELEMENT
ARRIVER PUT
NUPIRATERIE
TABLE ALGER
DI EOMARTENS
JE XENONS

1. Vêtement. — Monceau.

2. Fleuve côtier, né en

NOTRE SAVOIR-FAIT POUR VOTRE SATISFACTION

Québec

LE MONDE

EN BREF

LES SIDATIQUES EN PRISON

Orlando (AFP) — Le système pénitentiaire de Floride va mettre à part les détenus malades du SIDA, a indiqué hier le *Miami Herald*. La Floride est le premier État américain à prendre une telle mesure, a souligné le journal. Une prison située près d'Orlando (nord de l'État) est actuellement transformée à cet effet et doit ouvrir dans un an, a précisé le *Miami Herald* le médecin-chef des prisons de l'État, le Dr Charles Matthews. M. Matthews a estimé que cela permettrait une plus grande efficacité dans le traitement des malades. Des défenseurs des droits de l'homme ont dénoncé la décision. «C'est une excuse pour les séparer et les mettre à l'écart du reste de la population», a déclaré Jackie Walker, de l'Union américaine des libertés civiles (ACLU).

HOMOSEXUELS DEMANDÉS

Boston (AFP) — La police de Boston va recruter des homosexuels dès la rentrée de septembre, a annoncé son responsable William Bratton. Cette décision répond à la volonté de la police de devenir plus diverse, a précisé M. Bratton samedi au cours d'une réunion avec des habitants du quartier de Chinatown. «Nous faisons cela pour les mêmes raisons qui nous amènent à recruter des agents d'origine chinoise», a déclaré le chef de la police. «Certaines personnes se sentent plus à l'aise quand elles ont à faire à des agents chinois qui parlent leur langage», a-t-il ajouté. La police de Boston souhaite également recruter plus de femmes et de représentants des minorités ethniques.

UN PARTI DE JEUNOTS

Taipei (Reuters) — Le Parti nationaliste taiwanais (Kuomintang) a réuni sa direction hier. Dix-huit des 31 membres de la Commission permanente centrale du parti sont de nouveaux venus. Avec eux s'installe un courant réformiste au sein du parti au pouvoir à Taïwan depuis 1949. En outre, l'âge moyen est redescendu autour de 60 ans, contre 67 précédemment. Seize membres ont été désignés à bulletin secret, pour la première fois en 99 ans d'existence du parti. Les 15 autres ont été nommés par le président Lee Teng hui, qui est aussi président de son parti.

PUBLICITÉ INTERDITE À MOSCOU

Moscou (AP) — Le Soviet suprême russe a voté l'interdiction de la publicité pour l'alcool et le tabac à la radio, à la télévision et dans la presse, a fait savoir hier l'Etat. Selon l'agence, la loi faisait partie d'un train de mesures pour la préservation de la santé et est ainsi discrètement entrée en vigueur la semaine dernière. Les principaux intéressés eux-mêmes n'en étaient pas tous informés hier. Les fabricants de bière et de spiritueux, ainsi que les distributeurs de tabac, faisaient figure depuis l'année dernière de principaux annonceurs.

LES ENVAHISSEURS DU PAKISTAN

Islamabad (Reuters) — Une invasion de criquets dans les régions désertiques du Pakistan et de l'Inde risque d'y provoquer une série de fléaux, a déclaré hier l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). «Une invasion de criquets, venant du Yémen et d'Oman, s'est produite dans les zones désertiques des provinces du Sind et du Pendjab au Pakistan à la mi-juillet et elle a traversé la frontière indienne», lit-on dans un communiqué de la FAO rendu public par le bureau de l'ONU à Islamabad. Les autorités pakistanaises craignent que cette migration d'acridiens ne détruise notamment la récolte de coton.

TENSION RUSSO-LITUANIENNE

Vilnius (AFP) — La rupture par Moscou des négociations sur le retrait des troupes russes présentes en Lituanie a suscité des protestations embarrassées dimanche et lundi à Vilnius. La Lituanie et la Russie ne parviennent pas à finaliser un accord global sur le retrait des derniers soldats russes stationnés sur le territoire lituanien (environ 2500 hommes, selon des estimations non officielles) qui devait se conclure le 31 août. Un sommet des présidents lituanien Algirdas Brazauskas et russe Boris Eltsine, qui était prévu hier à Moscou, a été reporté sine die en raison du blocage des discussions sur les compensations financières de 146 milliards de dollars que demandent Vilnius pour les préjudices causés par plus de 50 ans de présence soviétique en Lituanie. La Russie, qui juge «exorbitantes» ces prétentions financières, a gelé le retrait des troupes avant d'annoncer dimanche la rupture des négociations.

ENCORE DES DISPARUS EN HAÏTI

Port-au-Prince (AFP) — Un pasteur haïtien, M. Gustave Saint Louis, a disparu depuis jeudi avec sa famille dans la banlieue sud de Port-au-Prince, a annoncé hier son entourage à la presse. Le pasteur a été vu avec sa femme, ses cinq enfants et deux autres personnes, pour la dernière fois à une veillée de prières à Mahottière. Son entourage a fait état de menaces proférées contre lui par des militaires locaux à la suite d'un service religieux au cours duquel il avait fait l'éloge du président Jean-Bertrand Aristide. Par ailleurs, la Fédération nationale des étudiants haïtiens s'est inquiétée hier du sort d'un étudiant de la Faculté des sciences, M. Valéry Frisner, enlevé jeudi par des hommes armés et qui n'a pas reparu depuis cette date.

RAU CANDIDAT À LA PRÉSIDENTIE

Bonn (Reuters) — Johannes Rau, ministre-président du Land de Rhénanie-Westphalie et membre éminent de l'opposition social-démocrate (SPD), est candidat à la présidence de la République allemande, a rapporté hier la presse allemande. Bien qu'apolitique, cette fonction est réservée en général au parti au pouvoir. L'actuel président Richard von Weizsäcker (CDU) devra passer la main l'an prochain, à l'issue de deux mandats de cinq ans. Le *Westdeutsche Allgemeine Zeitung*, un journal du fief de Johannes Rau, précise que ce dernier a pris sa décision à la faveur de la défection de l'ancien ministre des Affaires étrangères Hans-Dietrich Gensher, qui brigait le poste.

ASSASSINAT POLITIQUE AU RWANDA

Kigali (Reuters) — Un homme politique rwandais, dirigeant du Mouvement national républicain pour la démocratie et le développement, a été assassiné dimanche et de nombreux Rwandais estiment qu'il pourrait avoir été victime d'un acte de vengeance tribale. Fidèle Rwanubuka, qui appartenait à l'ethnie majoritaire hutu, a été limogé l'an dernier de son poste gouvernemental après avoir été accusé par des défenseurs des droits de l'homme d'avoir encouragé un massacre de Tutsis, l'ethnie minoritaire. Les affrontements entre Hutus et Tutsis ont été à l'origine d'une guerre civile à laquelle a mis fin un accord de paix conclu ce mois-ci en Tanzanie entre le gouvernement et les rebelles du Front patriotique du Rwanda.

La crise du leadership palestinien n'est pas terminée

La révolte contre le père

Yasser Arafat est de plus en plus contesté au sein de l'OLP et dans les territoires occupés

PATRICE CLAUDE
LE MONDE

Jérusalem — Mais que prépare donc Yasser Arafat? Qu'a-t-il dans la manche? Qu'a-t-il secrètement promis aux Américains, aux Égyptiens, à Israël? Financièrement étranglé par les «pétromarchés» qu'il n'a pas su soutenir pendant la guerre du Golfe, le chef de l'OLP s'apprête-t-il vraiment à des concessions inacceptables pour ses mandants les plus modérés?

Moins d'une semaine avant la reprise des négociations israélo-arabes annoncée pour le 31 août à Washington, le suspense est à son comble. Et les instances dirigeantes palestiniennes, maintenues dans l'ignorance de ce qui se trame, mais parfaitement conscientes que quelque chose de capital se joue dans la coulisse, sont ébranlées par l'une des crises les plus sérieuses qui ont ponctué leur histoire.

Après la démission — présentée puis retirée il y a quinze jours — de Fayçal Hussein, Saëb Herakat et Hanane Achraoui, trois des négociateurs de «l'intérieur» avec Israël, c'est d'abord Mahmoud Darwish qui se retire la semaine dernière du comité exécutif de la centrale palestinienne (CE-OLP).

Toujours discret, le grand poète palestinien ne dit rien. Mais ses proches parlent. L'un d'eux, autre «indépendant» du «gouvernement» palestinien en exil, annonce à son tour dimanche la «suspension» de sa participation aux travaux de l'instance dirigeante. Dans un communiqué publié à Beyrouth, Chafic El Hout, représentant de l'OLP au Liban, ne mâche pas ses mots, mettant directement en cause le «père» lui-même.

Il l'accuse d'être responsable de «la crise politique, financière et organisationnelle de l'OLP» et met en garde contre les dangers de sa politique «aventuriste». Aussi modéré que Darwish, aussi intègre que lui, le dirigeant palestinien de Beyrouth critique sévèrement «la mise à l'écart du CE-OLP et le recours, dans les négociations secrètes avec Israël, à des personnalités non membres de cette instance».

En clair, les conseillers du président Arafat, et d'abord Nabil Chaath, l'homme de tous les contacts secrets avec des ministres israéliens, l'homme qui a négocié — avec l'Égypte, comble de la provocation pour la plupart des Palestiniens! — un projet confidentiel de compromis, transmis aux Américains, tous ces gens en font beaucoup trop, dans notre dos.

«Nous autres, membres du CE, continuons amèrement Chafic El-Hout, sommes dans l'impossibilité d'endosser la responsabilité des décisions qui sont prises en notre nom, mais dont nous n'avons même pas connaissance». À peu de choses près, c'est exactement ce que disent, depuis des semaines mais en confidence, plusieurs notables de la «Maison d'Orient», siège de la délégation des négociateurs palestiniens à Jérusalem-Est, dirigés par Fayçal Hussein.

A peine sybilline, Hanane Achraoui, porte-parole des délégués au processus de paix, nous déclare: «Mahmoud Darwish est la conscience du mouvement national palestinien. Je suis personnellement très affectée. Je déplore son départ mais je comprends très bien ses raisons». Son départ, ajoute-t-on à la Maison d'Orient, «a au moins le mérite de faire éclater la fiction d'une ligne de fracture entre la direction extérieure de l'OLP et les leaders de l'intérieur».

«On négocie dans notre dos»

De fait, du Liban, Chafic El-Hout est allé plus loin et il a conclu son communiqué par un appel solennel à la «réunion urgente et extraordinaire du Conseil national — le Parlement de l'OLP — pour que soit posée la question de confiance en la direction actuelle».

Pour Yasser Arafat, qui déteste ce genre d'apostrophe publique, le coup est dur mais ce n'est pas fini. Car au même moment ou presque, Nayef Hawatmeh, opposant résolu au processus de paix mais chef de l'une des deux factions du FDLP qui dispose, elle aussi, d'un élu au CE, annonce de Damas que «plusieurs» des 18 membres du «gouvernement» en exil «examinent l'idée d'une démission collective (pour protester) contre l'hégémonie politique et financière d'Arafat».

Ses critiques contre «l'effondrement des institutions de l'OLP» portent d'autant plus qu'elles rejoignent celles d'autres factions apparentées à la centrale. Entre autres le FPLP de Georges Habache et l'ancien Parti communiste (PPP) qui, lui, soutient le principe des négociations. Son dirigeant le plus prestigieux dans les territoires occupés est Haïdar Abdel-Chafi, chef en titre de la délégation palestinienne aux négociations bilatérales avec Israël.

Il y a quelques semaines, ce «vieux sage» ronchonnant de Gaza avait puissamment irrité le «patron» en réclamant publiquement des «réformes démocratiques profondes» au sein de l'OLP, ainsi que la mise en place d'une «véritable direction collégiale» du mouvement. Faute de quoi cet homme distingué qui avait ému l'opinion internationale, il y a deux ans lors de la conférence israélo-arabe de Madrid,



Le «Vieux» dans une position familière, lors de son arrivée hier à Amman. À gauche, Abdoul Salam Majali, ministre des Affaires étrangères de la Jordanie. Mais les appuis traditionnels de l'OLP s'érodent.

laisse planer la menace de son retrait personnel des négociations.

La rumeur gronde sur le terrain

À la vérité, Abdel-Chafi, qu'il avait fallu littéralement traîner à Washington pour la dernière session de négociations — la 10e en deux ans — a déjà fait un premier pas dans cette direction en boycottant, ce mois-ci à Jérusalem, la rencontre officielle des négociateurs de «l'intérieur» avec le secrétaire d'État américain Warren Christopher.

Yasser Arafat avait eu beau insister, le vieux médecin de Gaza était resté intraitable. Le motif de cette mauvaise humeur? C'est le «numéro un» de son parti en Cisjordanie occupée, Ghassan El-Khatib, qui nous l'a expliqué: «Le leadership de Tunis ne respecte pas les décisions adoptées au comité exécutif. Il était entendu que les projets de déclaration conjointe israélo-palestinienne élaborés par les Américains seraient systématiquement rejetés, parce qu'ils reprennent pour l'essentiel les positions israéliennes. Or, non seulement Tunis a à peine amendé le dernier, avant d'obliger notre délégation à le leur remettre mais, en plus, on négocie dans notre dos. Nous sommes tous très inquiets.»

Yasser Arafat a été mis le dos au mur par les pressions américaines

À Naplouse, à Jéricho, à Jenine, à Gaza, dans les camps et les villes palestiniennes, dans les mouvements opposés à Yasser Arafat, mais aussi parmi les activistes dépités du Fath et jusqu'à Jérusalem-Est, la rumeur gronde. Le «vieux» aurait «perdu son légendaire sang-froid». La crainte de se voir ignorer, coiffé au poteau de la paix par son vieil adversaire syrien, Hafez El-Asad, aurait déclenché chez lui «un dangereux sens de l'urgence. Arafat «a pris de l'âge» susurre un notable local. À 64 ans, après avoir survécu pendant 30 années de lutte à nombre de complots, d'attentats, d'accidents, «l'homme au keffiyeh» serait «fatigué d'être un président sans terre».

Il évoquerait «de plus en plus souvent sa disparition, se désolant, s'il devait mourir demain, «de n'avoir même pas un mètre carré de Palestine libérée pour s'y coucher». L'heure n'est pas encore à la rébellion ouverte, mais les dissensions internes qui affectent la centrale sont bien autre chose que ce «petit nuage d'été» sans conséquence évoqué par le «patron» durant le week-end à la radio libanaise.

La crise traversée par l'OLP est multiple. Mais sa dimension financière est sans doute la plus urgente car c'est d'elle que découlent en bonne partie les autres problèmes. «Jadis, raconte un vieux dignitaire de l'organisation, on faisait patienter les gens avec de l'argent. On calmait les esprits avec des subsides, nos institutions embauchaient, versaient des salaires quelquefois immérités, compensaient les familles de martyrs tués par les Israéliens, les pa-

rents des détenus eux-mêmes étaient partiellement pris en charge. Tout cela est terminé.»

Les caisses de l'OLP sont vides et personne ne comprend comment on a pu passer aussi rapidement de l'aisance à l'indigence. La corruption de certaines élites gangrènerait les finances de la centrale.

Dans le domaine de la santé, avant la guerre du Golfe, les «pétromarchés» envoyaient, via l'OLP, autour de 240 millions de francs (60 millions de dollars canadiens) par an pour les cliniques et les hôpitaux. L'enveloppe a été réduite de plus de moitié. Près de 40 cliniques ont dû fermer et au moins deux hôpitaux réduire leur personnel et leurs soins. L'aide sociale qui bénéficiait à 42 000 familles des territoires (indigents et parents de prisonniers ou de «martyrs») a fortement diminué et devrait être complètement stoppée incessamment.

Ses six universités palestiniennes des territoires recevaient, avant la guerre du Golfe, 150 millions de francs (38 millions de dollars) par an. L'allocation est tombée à moins de 10 millions. Les professeurs de Bir-Zeit ne sont plus payés depuis deux mois, ceux de Gaza depuis quatre, et ceux d'An-Najah, près de Naplouse, piochent dans les fonds de retraite pour survivre.

Les droits d'inscription pour les onze mille étudiants palestiniens des territoires occupés vont être augmentés de 50% à 70% selon les établissements. «S'ils ne trouvent pas d'autres sources de fonds, prédit l'économiste local Samir Hulciéh, 60% d'entre eux seront contraints d'abandonner leurs études.» Selon lui, jusqu'à la guerre du Golfe, l'OLP transférait autour de 1,7 milliard de francs (420 millions de dollars canadiens) chaque année dans les territoires. En 1991, l'enveloppe est tombée à 750 millions. Aujourd'hui plus personne ne sait. On parle de 400 millions.

Dans le même temps, grâce à l'Iran et à l'Arabie saoudite, les organisations islamiques opposées à l'OLP, comme Hamas, se développent, bâtissent des institutions solides, fournissent une aide sociale conséquente à ceux qui les rejoignent, prennent en main les mosquées, le sport et l'enseignement. De la maternelle à la terminale.

La concurrence monte à Gaza

À Gaza, l'université islamique qu'ils dominent prend régulièrement des étudiants, attirés par la quasi gratuité des cours, à sa voisine apparentée à l'OLP. Ajoutons à cela que les islamistes armés, à l'inverse de ceux du Fath, pour la plupart abandonnés sans argent ni directive dans les collines de Cisjordanie, ne sont ni coupés de leur leadership, ni démunis... Et l'on comprend mieux, le nerf de la paix étant le même que celui de la

guerre, la désaffection croissante qui frappe le mouvement national palestinien.

Ses ennemis, certes, ne se font pas d'illusions: Abou Ammar — nom de guerre de Yasser Arafat — s'est sorti d'autres impasses. Le «Vieux» demeure largement respecté et craint. Simple- ment, faute d'un véritable travail d'explicitation sur le terrain, les gens ne comprennent plus sa politique. Un sondage très récent le montrait: plus d'un Palestinien sur deux est favorable à l'arrêt immédiat du processus de paix avec Israël. Motif principal: deux ans de tractations n'ont produit aucune amélioration notable de leur vie au quotidien. Au contraire: la fermeture des territoires occupés, décidée par le gouvernement Rabin il y a déjà cinq mois, a privé des dizaines de milliers de familles de leur gagne-pain en Israël et le petit banditisme se développe à un rythme inquiétant.

C'est dans ce contexte d'urgence, rapporte un habitué de la Maison d'Orient, que Yasser Arafat se serait vu «mis au pied du mur par les Américains. Il lui ont fait comprendre qu'ou bien il faisait les concessions nécessaires et ils pourraient demander à leurs amis du Golfe de reprendre l'aide financière, ou bien il était cuit. Le président a craqué».

Les tabous persistent

Toutefois, personne n'imagine que le patron de l'OLP serait prêt, pour être enfin admis par Israël et les Américains dans la négociation officielle, à brader les deux concepts qui fondent l'unité de son peuple: le droit au retour pour les trois millions de Palestiniens de la diaspora et la partie orientale de Jérusalem comme capitale d'un éventuel État demeurant des notions taboues.

Le «Vieux» ne l'ignore pas. Il serait seulement disposé, et ce n'est pas contradictoire avec les termes mêmes de l'invitation à Madrid il y a deux ans, à négocier ces deux points plus tard, dans une seconde phase. Sa «faiblesse», en l'occurrence, consisterait à ne pas être aussi regardant que d'autres sur les garanties qu'Israël accorderait, pour l'avenir, sur ces questions. Itzhak Rabin ne veut pas signer un document public au terme duquel Jérusalem et le droit au retour seraient mentionnés. Arafat serait sur le point d'accepter des assurances qui resteraient secrètes.

Pour les dissidents de l'OLP c'est ici que le bât blesse, mais pas seulement. L'acharnement de Yasser Arafat concernant l'option dite de «Gaza-Jéricho d'abord» ne laisse pas d'inquiéter ceux qui sont censés préparer la position palestinienne sur cette question. «Censés», car, à la Maison d'Orient, comme à l'ombre des bougainvillées de Jéricho, on se hâte plutôt lentement dans l'étude de faisabilité réclamée de Tunis.

L'idée de M. Arafat, car c'est lui qui l'a évoquée le premier (même si l'on raconte que les Israéliens la lui ont habilement soufflée) — l'éventualité d'un désengagement militaire de l'occupant et la prise en main par l'OLP de ces deux parties de territoires reliées par un corridor — cette idée est «inutilement compliquée, irréaliste et dangereuse».

Cela reviendrait, confie anonymement l'un de ceux chargés de travailler sur cette question, «à mettre en place une préphase à la phase d'autonomie transitoire qu'Israël a déjà imposée, cela reviendrait à morceler non seulement le processus de paix mais les territoires occupés. Cela reviendrait à créer deux classes de Palestiniens, les occupés et les autres».

Et, dernier clou dans le cercueil d'une idée qui n'est pas encore enterrée, cette remarque: «Si nous acceptons, qui empêcherait ensuite Israël de proclamer qu'il a rempli ses obligations, qu'il a rendu «des» territoires en échange de la paix et que les Palestiniens, décidément, ne sont jamais satisfaits?»

À une semaine de la reprise des pourparlers

Un optimisme mitigé

Amman (Reuters) — La prochaine session de pourparlers de paix au Proche-Orient permettra peut-être d'avancer dans le dossier de l'autodétermination palestinienne, a déclaré hier un responsable de l'OLP.

«Il est possible qu'il y ait d'importants progrès lors de la prochaine session de pourparlers si l'on en croit certaines indications», a dit Yasser Abed-Rabbo, membre du comité exécutif de l'OLP, à son arrivée en Jordanie avec Yasser Arafat.

Sans entrer dans les détails, il a rendu ces éventuels progrès tributaires de l'acceptation par Israël d'une proposition palestinienne prévoyant le retrait de l'ar-

mée de la bande de Gaza et de la ville de Jéricho, en Cisjordanie.

Yasser Arafat a dit de son côté que la proposition «Gaza et Jéricho d'abord» serait soumise lors de la 11e session qui s'ouvre le 31 août à Washington.

«Les Palestiniens ne feront aucun compromis sur Jérusalem, comme capitale pour tout de suite ou dans l'avenir», a-t-il déclaré à l'agence jordanienne Petra.

Yasser Abed-Rabbo a ajouté que les Palestiniens et leurs partenaires arabes annonceraient sans doute qu'ils participeraient aux pourparlers à l'issue d'une réunion des ministres des Affaires étrangères, prévue à Beyrouth vendredi.

LE DEVOIR

LES SPORTS

Au lendemain des Mondiaux d'athlétisme de Stuttgart

Le roi Lewis lance un appel à la révolution

Stuttgart (Reuter) — Carl Lewis, symbole d'une décennie qui a vu l'argent envahir les pistes d'athlétisme, réclame un changement radical dans la gestion du sport olympique...

«Le sport change, le monde change et il est temps de changer le système», déclare l'Américain au lendemain des championnats du monde de Stuttgart...

Tandis que les débats sur l'argent et le dopage agitaient les coulisses, l'athlétisme américain étalait sa suprématie sur la piste à l'image de Michael Johnson, souverain sur 400 m...



Le plus grand athlète contemporain estime notamment que les champions du monde et les champions olympiques devraient avoir le droit de défendre leur titre.

Le Mondial de Stuttgart, le tremplin de Berlin

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le succès des Championnats du monde d'athlétisme de Berlin dans la course à l'organisation très convoitée des Jeux olympiques de l'an 2000...

«Stuttgart a été formidable car le public s'est comporté d'une manière incroyablement fair-play. Cela joue en faveur de notre pays et donc en faveur de Berlin»...

Le président du Comité olympique allemand (NOK), Walther Troeger, lui a fait écho en estimant qu'à Stuttgart «beaucoup a été fait en faveur de Berlin»...

«Nous dépensons deux millions de dollars par an pour lutter contre le dopage, souligne le secrétaire général de la FIAA, Istvan Gyulai. Mais nous ne voulons pas transformer l'athlétisme en Etat policier.»

Non au dopage mais oui, peut-être, à l'argent...

JEAN GAUDICHAU AGENCE FRANCE-PRESSE

Stuttgart — Les «affaires Krabbe et Morcelis», qui ont alimenté la chronique durant les Championnats du monde, ont montré que la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) était loin d'avoir épuisé le sujet de ses deux préoccupations essentielles: le dopage et la rémunération des athlètes.

«C'est l'affaire de toutes les Fédérations sportives. Unis, nous serons plus forts. Certains sports ne sont pas aussi sévères que nous. Après avoir décidé, en liaison avec le CIO, d'une liste commune de substances interdites, nous devons maintenant uniformiser la durée des suspensions avec un minimum de deux ans. Les Fédérations qui refusent ce minimum devront être exclues du programme olympique.»

me de l'octroi d'une voiture aux vainqueurs (à Stuttgart puis en 1995 à Goeteborg), le président Nebiolo se dit ouvert au dialogue pour l'avenir. «Dans le grand théâtre athlétique que nous avons créé, les athlètes sont les acteurs. Nous essaierons de leur donner satisfaction dans la mesure de nos moyens. Mais le gâteau étant déjà totalement mangé, il nous faut en trouver un autre...»

LE DEVOIR SERVICE DES ABONNEMENTS. Les numéros de téléphone suivants sont valables pour le service de livraison par camélot et pour les abonnements postaux. Montréal (514) 985-3355 • Extérieur (sans frais) 1-800-463-7559

Accord de jumelage des Marathons de Montréal et Paris

MICHEL DOLBEC PRESSE CANADIENNE

Paris — Les Marathons de Paris et de Montréal viennent de conclure un accord de jumelage, a-t-on annoncé hier à Paris. «En nous associant ainsi, nous voulons mieux faire connaître chaque événement et encourager la présence de marathoniens français à Montréal, et québécois à Paris»...

EN BREF

CONTRAT DE 2 ANS POUR DIPIETRO: Le centre Paul DiPietro a signé un nouveau contrat d'un an et une année d'option avec le Canadien DiPietro, qui a été un choix de sixième ronde en 1990 (102e au total)...

COURIER PREND LA TÊTE

L'Américain Jim Courier, vainqueur dimanche du tournoi d'Indianapolis, a repris la première place du classement ATP des joueurs de tennis professionnels à son compatriote Pete Sampras qui la détenait depuis le 12 avril dernier.

QUATRE QUÉBÉCOIS SÉLECTIONNÉS

Quatre Québécois feront partie de l'équipe masculine du Canada des Championnats mondiaux de cyclisme sur route, qui auront lieu en fin de semaine à Oslo, en Norvège.

LES BRONCOS ÉCHANGENT

Les Broncos de Denver ont échangé l'ailier éloigné Vance Johnson et le garde Doug Widell en plus de libérer le botteur David Treadwell.

RYCHEL, POUR TROIS ANS

L'ailier gauche Warren Rychel a signé un contrat de trois ans avec les finalistes de la coupe Stanley, les Kings de Los Angeles.

BASEBALL

Table with 2 columns: LIGUE NATIONALE and LIGUE AMÉRICAINE. Lists teams and their opponents for the week.

Table with 2 columns: LIGUE NATIONALE and LIGUE AMÉRICAINE. Lists game dates and times for various teams.

Table with 4 columns: G, P, Moy., Diff. for LIGUE NATIONALE. Shows statistics for various teams.

Table with 4 columns: G, P, Moy., Diff. for LIGUE AMÉRICAINE. Shows statistics for various teams.

Table with 6 columns: PJ, AB, P, CS, Moy. for LES MENEURS. Shows statistics for various players.

Table with 6 columns: PJ, AB, P, CS, Moy. for LES MENEURS. Shows statistics for various players.



Table with 10 columns: AB, PC, CS, PP, CC, BV, Moy. for AU BÂTON. Shows statistics for various players.

CULTURE

THÉÂTRE

Françoise Bertrand au TPQ

Le Théâtre populaire du Québec persiste et coproduit

ROBERT LÉVESQUE
LE DEVOIR

Prenant légèrement les devants de l'actualité théâtrale, à deux semaines de la rentrée, la directrice artistique du Théâtre populaire du Québec, Maryse Pelletier, convoquait la presse dramatique, hier en fin de journée, en plein mois d'août, pour lancer quelques nouvelles concernant la compagnie de théâtre qui fête cette année ses 30 ans.

D'abord, a-t-elle annoncé, c'est la présidente et directrice générale de Radio-Québec, Mme Françoise Bertrand, qui présidera désormais le conseil d'administration du TPQ. Mme Bertrand remplace le président du conseil sortant, François Roberge. Présente à la rencontre de presse, Mme Bertrand a affirmé que la qualité de compagnie de tournée du TPQ l'a incitée à accepter l'invitation à présider son conseil, et elle a laissé entendre que le TPQ et Radio-Québec pourraient à moyen ou long terme avoir certains projets communs, des discussions étant en cours entre Maryse Pelletier et elle. On peut envisager des échanges de service, mais aussi des éventuelles réalisations télévisuelles de spectacles de théâtre.

Des coproductions en région

Autre nouvelle, qui est un précédent dans le monde théâtral québécois, le TPQ va, dès cette saison, et pour au moins trois années à venir, à titre d'essai, entreprendre des expériences de coproduction théâtrale avec des troupes régionales. Dans la saison qui débute bientôt, le TPQ va ainsi coproduire un spectacle avec le Théâtre du Double Signe, de Sherbrooke. Il s'agira d'un texte du directeur artistique de cette troupe régionale, Patrick Quintal, que des comédiens de Montréal et de Sherbrooke défendront ensemble sous la direction d'un metteur en scène montréalais, Guy Beausoleil. La pièce, intitulée *Houdini*, est un portrait de la vie du magicien légendaire.

Maryse Pelletier a rencontré récemment une quinzaine de compagnies de théâtre en régions. Elle veut, en impliquant le TPQ dans ce genre de coproductions, donner à la compagnie des racines régionales fortes, «en reflétant la diversité et le dynamisme des pratiques théâtrales québécoises». Ainsi, une troupe régionale, ou du moins plusieurs de ses éléments, pourront avoir accès à des moyens de production plus grands, jouer à Montréal et effectuer une tournée à travers une trentaine de villes au Québec.



Françoise Bertrand, pdg de Radio-Québec, désormais présidente du conseil d'administration du TPQ.

Ces coproductions ne seront jamais des spectacles d'une troupe régionale «achetés» par le TPQ, mais de véritables projets communs où la troupe de Bic ou de Trois-Rivières ou d'ailleurs aura soumis un projet, un texte (de préférence une création), à la direction artistique d'un TPQ qui verra à établir l'équipe de production et la distribution, confrontant à chaque fois des comédiens de la scène montréalaise avec des comédiens locaux.

Le ministère des Affaires culturelles s'est montré très intéressé par cette nouvelle politique artistique du TPQ et Maryse Pelletier se réjouissait, hier, du «support significatif» que le MAC apporte à l'initiative.

Pour célébrer officiellement ses 30 ans, le TPQ va tenir vers la fin octobre une grande soirée de retrouvailles. On attend de connaître la date des élections fédérales pour fixer celle de cette fête qui aura lieu un lundi d'octobre dans une grande salle de Montréal. Les comédiens Albert Millaire (qui a déjà dirigé le TPQ) et Julie McClements (qui jouera Stella dans une production TPQ du

Tramway nommé désir cette saison) qui seront les parrains d'honneur de cette grande fête.

Tournée élargie

Quant à la saison qui débute le 22 septembre pour le TPQ, elle comprendra trois spectacles. D'abord une pièce d'un auteur cri, Tomson Highway, traduite par Jocelyne Beaulieu, et qui décrit l'univers des femmes amérindiennes dans une réserve. *Les Reines de la réserve* seront mises en scène par Fernand Rainville, avec entre autres les comédiennes Pauline Lapointe et Marie-Michèle Desrosiers.

En janvier 1994, Claudiu Poissant mettra en scène ce qui sera sans doute le grand spectacle TPQ de la saison prochaine, c'est-à-dire *Un tramway nommé désir* de Tennessee Williams dans une nouvelle traduction signée par Paul Lefebvre. Louise Turcot sera Blanche Du Bois et Roger Léger sera Stanley Kowalsky. Enfin la saison se terminera avec la coproduction TPQ/Double Signe, *Houdini*, que joueront Jacques L'Heureux, Eric Cabana, l'auteur Patrick Quintal et d'autres comédiens de Sherbrooke.

Il y a quelques années, sous la direction artistique de Nicole Filion, puis de Gilbert Lepage, le TPQ avait connu des heures difficiles, certaines programmations étant faibles, certains spectacles aussi, et la troupe de tournée avait peu à peu vu rétrécir comme peau de chagrin sa carte du Québec. On jouait dans moins de 15 villes, alors que déjà l'on avait joué dans plus de 35 villes. La situation s'est redressée lentement sous Gilbert Lepage, disait hier Maryse Pelletier, rendant hommage à «la qualité artistique des productions» de son prédécesseur, et maintenant le TPQ, qui vend ses productions aux «diffuseurs de spectacles en régions», visiterait en moyenne de 30 à 35 salles au Québec.

Maryse Pelletier, qui entreprenait hier une opération de charme auprès des médias, est confiante. «Le TPQ n'est plus en danger de mourir», dit-elle. Et l'on sait que le combat de survie a été d'autant plus difficile que la concurrence (variétés, autres troupes de théâtre de Montréal, comiques de Rozon, etc.) est plus forte que jamais. Maryse Pelletier a des projets d'avenir pour le TPQ.

SPECTACLES

Diane Dufresne en *Détournement majeur*

La diva lancera sa bombe-spectacle au Théâtre du Forum en octobre

STÉPHANE
BAILLARGEON
LE DEVOIR

Oui! Oui! Il s'agit bel et bien de Diane Dufresne; un véritable détournement majeur.

Diane Dufresne présentera un tout nouveau spectacle au Théâtre du Forum les 21 et 22 octobre prochains.

Le show intitulé *Détournement Majeur*, comme son dernier disque, sorti au printemps, sera le premier spectacle solo de la divine diva sur une scène montréalaise depuis *Top Secret* qui avait tenu l'affiche du TNM pendant un mois, à guichets fermés, en septembre 1986.

Sept ans, c'est long. Le temps pour la grande dame de faire des croix sur son passé, de brouiller les pistes et de repartir à zéro, bref, de se refaire une virginité.

«On a tous le droit de recommencer, de changer», dit la chanteuse de 48 ans qui en paraît dix de moins, rencontrée en tête à tête dans le jardin d'une maison du Vieux-Montréal. Sa voix est toujours chaude et grave. «Ça devient même un devoir d'évoluer quand on vieillit, pour ne pas s'encrasser dans son cocon. Il faut réagir, s'offusquer, s'indigner, lancer un perpétuel refus global au monde.»

Cette fois, la mutation de la rebelle a passé par de nouveaux lieux magiques, Rio, Tokyo, San Francisco, New York, Paris et Montréal, ses villes de prédilection. Mais le changement est surtout passé par l'épreuve des mots.

La chanteuse globe-trotter s'est prise en main et en paroles: elle a écrit toutes les chansons de son dernier album et la majorité de celles qui composeront le nouveau spectacle. Un show qu'elle entend d'ailleurs mettre en scène elle-même et auxquels ne collaboreront que des artistes qu'elle a triés sur le volet, dont Marie Bernard, sa complice musicale depuis deux ans.

Exit les robes à traîne de la longueur d'une autoroute et les costumes de clown branché. «Je ne dis pas que je vais me pointer en tailleur Chanel, mais je ne me déguiserai plus comme avant.»

Finis aussi les chansons d'autrefois. «Si je rechante *J'ai 12 ans*, entretenez-moi moi au Parc Belmont, dit elle ironiquement. A Paris en mai, les Français, m'ont demandé de refaire ces chansons. J'ai refusé. Je ne

peux plus. Il faut passer à autre chose. Il y a urgence.»

La star veut revenir à l'essentiel, laisser la place aux messages qu'elle veut désespérément faire entendre. «C'est pas la récession le problème, c'est le système. Je vous le dit, on va finir par nous planter des puces sous la peau pour faire de nous des zombies, des ombres humaines qui vont marcher la tête penchée, comme dans le film *Métropolis*.»

Chanteuse engagée, la Dufresne? Oui, un peu, à sa façon, noire et désespérée, un peu naïve. «Je n'ai jamais voulu me définir comme ça, comme chanteuse à messages. Mais, trop de choses m'émeuvent, et moi, j'ai les moyens de gueuler. Sur-tout contre les hommes politiques qui ne s'occupent jamais des vrais problèmes, des préoccupations des gens. Ils ne font jamais rien. En fait, je pense souvent que les artistes sont les seuls à dire la vérité.»

Ses causes sont au goût du jour, ont la simplicité et la générosité des idéologies de notre temps mou, en commençant par l'écologie. «La planète est à l'agonie», dit-elle simplement, en renvoyant à certaines chansons de son *Détournement Majeur*. Par exemple au *Locataire*: «A force de remuer ciel et mer/ Je suis à terre je n'respire plus/ Regarde un peu ce que j'digère/ Du locataire qui me marche dessus.»

Les journalistes aussi la mettent en rogne. Elle en a aussi parlé dans une autre «tournée», *Les scélérats*: «Médire, maudire, démolir/Tu peux détruire pour le plaisir/Tenter tout chercher le pire/Tout t'est permis, y a rien à dire». Pour elle le journaliste est «le magnat de la bisbille», «l'escogriffe qui sort son suif». Ayoye!

Et ce laminage en règle suit les déjà décapants *Actualités* (Plamondon, 1975) et *Vous avez de mes nouvelles* (Grosz, 1986). «Je ne dois rien aux journalistes, dit-elle, alors qu'elle se prépare à en rencontrer un char et une barge pour faire la promotion de son nouveau spectacle. «C'est le public qui m'a faite, pas les scélérats des médias. C'est pour le monde que je fais ce métier, que je continue à chanter.»

Les billets des deux spectacles d'octobre seront en vente dès samedi prochain, le 28 août, au guichet du Forum et via le Réseau Admission au 790-1245.

DANSE

À la découverte de la danse d'ailleurs

Impossible d'y couper: le Find 1993 nous fera courir jusqu'à nous laisser sur le carreau!

VALÉRIE LEHMANN

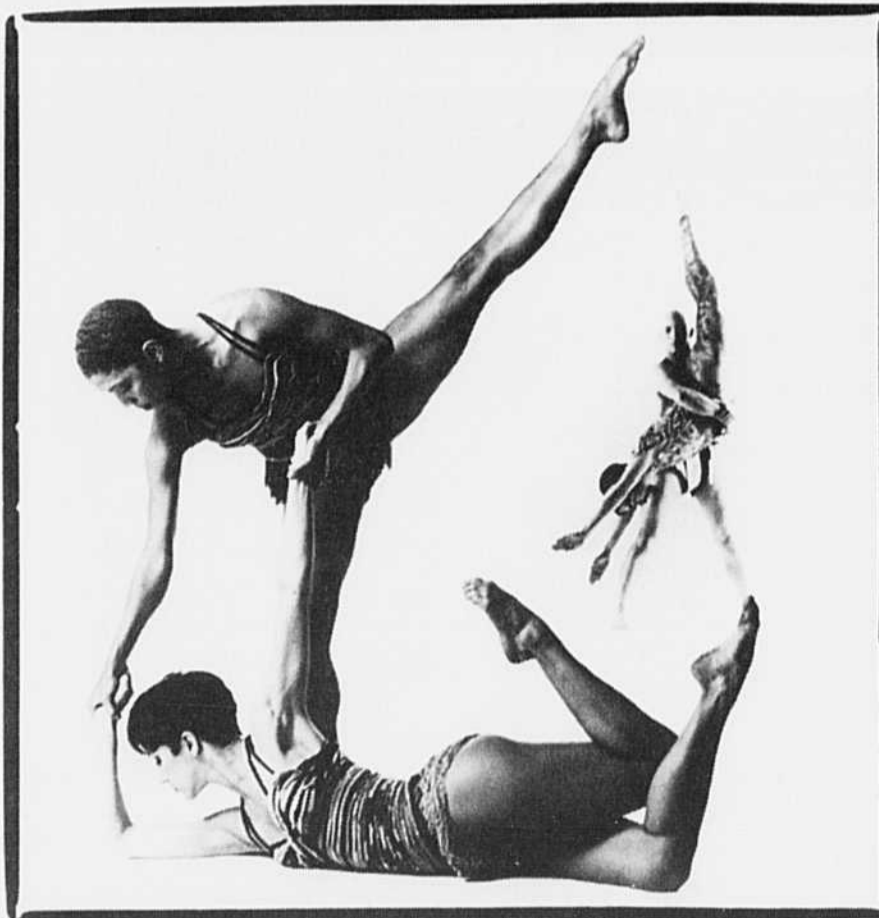
Dans cinq semaines s'ouvrira à Montréal la sixième édition du Festival International de Nouvelle Danse, consacrée cette fois aux Britanniques. Pour donner aux professionnels québécois un avant-goût de la programmation 1993, les organisateurs du Find ont invité ce mardi dans la métropole le chorégraphe américain post-modern Bill T. Jones. À défaut de figure de proue du festival — aucun des créateurs du Royaume-Uni n'ayant pu se déplacer — on reçoit donc l'auteur du spectacle de clôture du Find.

Petit événement en soi, la représentation finale du festival de nouvelle danse a toujours valeur de symbole. S'il faut en croire le choix pratiqué cette année à travers Bill T. Jones, derrière la désormais classique manifestation annuelle de danse québécoise, se profile donc une édition de première qualité.

D'abord, parce que Bill T. Jones est un fabuleux artiste contemporain, dont on a peine à imaginer qu'il ne s'est produit à Montréal qu'une seule fois en 1985 au Parc Lafontaine. Ensuite, parce que la compagnie Bill T. Jones-Armie Zane représente parfaitement les sélections opérées en 1993 par les directrices artistiques du Find.

Les danses du célèbre Jones sont fortes, dures, vitales, tantôt déchainées, tantôt enchainées. Elles vibrent la musique et les corps dans leur plein épanouissement. Elles savent exploser comme imposer.

Dans ce sens, ces danses ressemblent aux chorégraphies que vont nous apporter les quatre compagnies anglaises invitées: The Michael Clark Company en ouverture du festival, DV8, Jonathan Burrows Group et Shobana Jeyasingh Dance Company, qui misent sur le physique avant tout. Elles avoisinent aussi le travail du Belge Wim Wandekeybus, de retour au Find cet automne avec une création inédite. De par leur côté énergétique, les danses de Jones et des Britanniques peuvent donc concurrencer Edouard Lock ou même Ginette Laurin. A contrario, elles s'apparentent peu aux propositions allégoriques d'un Jean-Claude Gallota — dont plus d'un Montréalais regrettera certainement l'absence prolongée — et elles ne sont guère compatibles avec les visions chimériques d'une Marie Chouinard, qui nous revient avec un nouveau



Bill T. Jones et Armie Zane interprètent leur propre chorégraphie, *Havoc*.

Sacre du Printemps pour sept interprètes.

Cela signifie que, pendant la sixième édition du Find «ca va crasher», comme le disaient Bill T. Jones et Chantal Ponbriand, directrice du festival. «L'année 1992 fut celle de la consolidation, au cours de laquelle nous avons pu parfaire notre mandat de mise en valeur de la danse québécoise de calibre international. Avec 1993, nous repartons à la découverte de la danse d'ailleurs. Le public habituel du festival devrait apprécier cette initiative, qui s'inscrit dans la continuité du mandat initial du Find... Qu'après six éditions, il y a encore sur la scène internationale de la nouvelle danse à montrer ici, je trouve cela palpitant», conclut la co-fondatrice du Find, tout sourire.

Bien sûr, parmi les 45 représentations (en nombre sensiblement égal à celui de

l'an passé) il y a des spectacles de chorégraphes bien connus au Québec, comme Jean-Pierre Perreault ou Paul André Fortier, mais ces artistes-ci ayant décidé de jouer la carte de la création, on peut encore parler de découvertes. Et même si la Belge Michèle Anne de Mey est déjà venue au Find, il paraît que son nouveau spectacle, *Sonatas 555*, constitue un vraie bouffée d'oxygène.

Impossible d'y couper apparemment, le Find 1993 est décidé à nous faire courir jusqu'à nous laisser sur le carreau. D'autant plus que les activités hors-spectacles comprenant, petits déjeuners-causeries, rencontres, conférences, tables rondes, projections vidéos, bénéficient d'un budget maximum».

Du 29 septembre au 9 octobre, nous irons danser.

EN BREF

FESTIVAL MUSICAL DU QUÉBEC

La Fédération des associations musicales du Québec (FAMQ) présente, les 27 et 28 août la 20e édition du Festival musical du Québec: 21 formations musicales de cuivres et de percussions qui attirent chaque année plus de 10 000 spectateurs. Le premier volet sous le nom de Compétition Parade a lieu le 27 août dans le cadre des Fêtes de Lachine. Le départ sera donné à 18h30 à l'angle de la 32e avenue et de la rue Saint-Antoine. La Compétition Concert a lieu le 28 août à 16h au sacle de l'Université de Montréal. Renseignements: 252-3025.

GILLES VIGNEAULT AU TNM

Sous le thème «Le Pas du portage», Gilles Vigneault présente son nouveau spectacle du 8 au 25 novembre au Théâtre du Nouveau Monde.

LA TÉLÉ

CE SOIR

CLAUDE LÉVEILLÉE PAR CLAUDE LÉVEILLÉE

De sa mythique rencontre avec Édith Piaf jusqu'à *Scoop*, l'auteur de *Frédéric* se raconte.

Radio-Canada, 19h

FEUX D'ARTIFICE

Les grands moments du concours de feux d'artifice de Montréal. Comment la télévision pourra-t-elle rendre tout l'éclat des pièces pyrotechniques?

TVA, 19h30

TARATATA

Le magazine de variétés accueille Catherine Lara.

TV5, 21h

SI VERSAILLES M'ÉTAIT CONTÉ

Une chronique de Sacha Guityr retraçant trois siècles d'histoire française.

Radio-Canada, 23h15

Pierre Cayouette